

Pauline Valade

Le goût de la joie

*Réjouissances monarchiques et joie publique
à Paris au XVIII^e siècle*



ÉPOQUES

Champ Vallon

ÉPOQUES
EST UNE COLLECTION
DIRIGÉE PAR
JOËL CORNETTE

Illustration de couverture :
Représentation du superbe feu d'artifice tiré devant l'Hôtel de ville de Paris
le 14 décembre 1783 en réjouissance de la publication de la paix
entre sa Majesté très chrétienne et sa Majesté britannique (1783).
(1783), Paris, Musée Carnavalet (détail).

© 2021, CHAMP VALLON, 01350 Ceyzérieu
www.champ-vallon.com
ISBN 979-10-267-0978-7
ISSN 0298-4792

LE GOÛT DE LA JOIE

Pauline Valade

LE GOÛT DE LA JOIE

*Réjouissances monarchiques et joie publique
à Paris au XVIII^e siècle*

Champ Vallon

À mes parents

LISTE DES ABRÉVIATIONS
(*Sources*)

AN : Archives Nationales
AHP : Archives des Hôpitaux de Paris
AP : Archives de Paris
Arch. de la Bastille : Archives de la Bastille (BNF)
Arch. de la Préfecture de Police : Archives de la Préfecture de Police
BHVP : Bibliothèque Historique de la Ville de Paris
BMCF : Bibliothèque Musée de la Comédie-Française
BNF : Bibliothèque Nationale de France
Fr. : Fonds Français
Ms : Manuscrit
SHD : Service Historique de la Défense

(*Revue spécialisée*)

AHRF : *Annales Historiques de la Révolution française*
Annales, E. S. C. : *Annales, Économies, Sociétés, Civilisations*
HES : *Histoire, économie et société*
RH : *Revue Historique*
RHMC : *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*

INTRODUCTION

« Il était précisément dix heures et demie du soir quand les canons de la Bastille se sont mis à tonner pour annoncer que la reine avait mis au monde un duc de Normandie. [...] Nous regardions [l'Hôtel de Ville] pendant qu'on entassait de la paille et du bois pour faire un feu de joie et qu'on dressait des pyramides sur lesquelles on ferait brûler des lampes; dans le même temps on assemblait quatre vilaines caisses de dix pieds de haut et de six de large, dont deux sont destinées à la musique, les deux autres à la distribution, au peuple, de pain et de vin. La plèbe accourait bien entendu nombreuse, et l'on voyait davantage de femmes que d'hommes. [...] Pendant ce temps, on allumait des lampes de l'Hôtel de Ville pour éclairer le bâtiment, et enfin on présenta une torche au duc de Cossé qui mit le feu au bûcher sous les salves de trente canons, tandis que la foule s'écriait "*Vive le roi !*" Le tocsin sur la tour centrale de l'Hôtel de Ville qui doit sonner trois jours durant lors des événements joyeux, la clameur de la foule, les tambours, trompettes et fifres faisaient tous ensemble un vacarme étonnant. On donna le signal pour les fusées et les éolipiles¹, on se mit à lancer le pain du haut des estrades et à verser le vin. Mais dans l'ensemble, dominait dans ces préparatifs, beaucoup de laisser-aller. Les échelles, les planches et autres matériels nécessaires ne furent apportés qu'après le début de la cérémonie. Le peuple apparaît plus négligent que chez nous. Les fusées étaient lancées de si près, que les cendres ardentes retombaient sur les spectateurs et qu'une femme fut blessée par une tige. Il est certain que la place, telle que les gravures la montrent, et la cérémonie, telle qu'elle est décrite dans les journaux, sont plus belles que dans la réalité. Un homme d'une cinquantaine d'années, à l'air intelligent, s'était mis à la fenêtre avec nous et nous

1. Les éolipiles étaient des boules de métal remplies d'eau qui, une fois chauffées, faisaient l'effet d'un jet d'eau.

INTRODUCTION

dit : « Vous êtes des étrangers, que pensez-vous de cette cérémonie du feu de joie qui nous est parvenue des Romains ? » Je réponds que c'était agréable de se faire une idée juste des choses qu'on ne connaissait que par les descriptions, que, par ailleurs, les fêtes populaires reflétaient le caractère national et que cela était très instructif pour un étranger. »¹

Au détour de son voyage à Paris, Sophie von La Roche fait ainsi le récit d'une scène de réjouissances sur la place de Grève, à l'occasion de la naissance du duc de Normandie, second fils de Louis XVI et de Marie-Antoinette, le 28 mars 1785. Outre la richesse de son propos, son regard d'étrangère allemande pourrait, indubitablement, être le nôtre. Subtile mise en abîme de la curiosité historique, son témoignage, certes un peu long, offre l'opportunité de se plonger au cœur des réjouissances monarchiques, d'y entendre les bruits d'une foule bousculée, prompte à se réjouir dans un désordre de fusées à peine contrôlées, et suffisamment enthousiaste pour acclamer lors de la cérémonie du feu de joie. Spectatrice d'une réalité bien en deçà des images et des discours officiels, Sophie von La Roche laisse un sentiment de confusion, loin, très loin du temps suspendu de la solennité rêvée des autorités. En donnant vie à ce qui était constamment l'objet de mises en scène et de récits convenus, elle invite à saisir toute la complexité du lien entre un événement monarchique, les dispositions pour susciter les « premiers signes de joie » sur la place publique et les manifestations effectives de la population parisienne. Si l'auteur pense ainsi voir refléter un caractère national, fort instructif pour un regard étranger, sa description suggère surtout la mise en ordre d'une émotion exigée car convenue, mais également les manières d'y prendre part et de la manifester².

Fêtes ou réjouissances : d'une histoire de l'art aux perspectives historiques

C'est donc à l'histoire d'une rencontre décrétée qu'assiste la voyageuse allemande et c'est aussi vers cela que s'oriente cette étude, dans la mesure

1. Sophie von La Roche, *Journal d'un voyage à travers la France, 1785*, Saint-Quentin de Baron, Les Éditions de l'Entre-deux-Mers, 2012, p. 75-77.

2. Il convient tout de suite de justifier l'utilisation du terme « émotion » pour éviter tout anachronisme : utilisé à l'époque moderne pour signifier une émeute, on en parle aujourd'hui comme un bref mouvement psychique, reflété par le corps, tandis que le sentiment est durable. Ainsi, si l'on considère à l'instar de l'anthropologue David Le Breton ou de l'historien Fabrice d'Almeida l'émotion comme le symptôme d'un enjeu politique, alors dans leurs éclats de bruits et de lumières, les démonstrations de joie sont toujours l'insigne d'un sentiment. Il importe donc de mieux connaître ce que révèle cette émotion en termes de culture politique. Voir à ce propos Pierre et Claudine Haroche, *Les sentiments et le politique*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 11-12 ; David Le Breton, *Les passions ordinaires, Anthropologie des émotions*, Paris, Payot, 2001, p. 93.

INTRODUCTION

où les célébrations monarchiques étaient bien souvent le spectacle d'un face-à-face, aussi distant que ritualisé, entre les élites et la population de la capitale. Les temps de crises n'étaient pas les seules périodes de confrontation car, dès lors que toute rencontre était exigée par le pouvoir royal, les moments de joie publique permettaient aussi de réaffirmer l'ordre politico-social¹. Or, ce n'est pas cette perspective que l'historiographie des fêtes a jusqu'ici valorisée. En effet, l'histoire des réjouissances monarchiques et de la joie publique n'est pas exactement celle des fêtes. De nombreuses raisons expliquent cette distinction ; elles sont à la fois d'ordre linguistique et historiographique. À l'origine des réjouissances, les lettres royales prévoyant les manifestations de joie ritualisées invoquaient l'impératif festif par le terme de « se réjouir » et n'employaient jamais celui de « fêter ». Les dictionnaires contemporains ne donnent pas tout à fait le même sens aux mots « fêtes » et « réjouissances ». Pour l'*Encyclopédie*, par exemple, l'article « Réjouissances » du chevalier Jaucourt définit ces dernières comme les « actions par lesquelles on marque sa joie » lors des naissances princières, ou des mariages dynastiques². En revanche, les articles « Fêtes de la Ville de Paris »³ et « Fêtes des Princes de France »⁴ de Jean-Louis de Cahuzac donnent de longues descriptions des décorations urbaines et des feux d'artifice. Les réjouissances et les fêtes sont potentiellement synonymes dès lors qu'est incluse la dimension politique. En effet, le *Dictionnaire de l'Académie* définit les premières comme des « démonstrations de joie » publiques, alors que les secondes sont davantage appréhendées du point de vue religieux ou corporatiste⁵. C'est seulement dans sa deuxième acception que le terme de « fêtes » signifie « une réjouissance publique qui se fait en des occasions extraordinaires, telles que sont les naissances, les mariages et les entrées des Rois »⁶. En d'autres termes, seuls les événements de la Couronne font des fêtes et des réjouissances publiques deux synonymes. Toutefois, si au premier abord, les sujets fêtaient Dieu ou un saint patron, ils ne se réjouissaient, officiellement, que pour le souverain et la famille royale. Les réjouissances incluaient une dimension émotive, relativement spontanée, et appelaient des manifestations de joie, ce que les fêtes ne faisaient pas nécessairement, si l'on en croit les différentes définitions. L'historiographie, déjà quelque peu ancienne sur le sujet, a par ailleurs confirmé cette distinction linguistique, dans la mesure où toutes les

1. Comme le suggère Philippe Hamon dans sa conclusion de l'ouvrage qu'il co-dirigea avec Laurent Bourquin, Pierre-Karila-Cohen et Cédric Michon (dir.), *S'exprimer en temps de troubles. Conflits, opinion(s) et politisation de la fin du Moyen Âge au début du xx^e siècle*, Rennes, PUR, 2011, p. 351-354.

2. Diderot et d'Alembert, *Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, Paris, Briassou, David, Lebreton et Durand, Tome XIV, p. 51.

3. *Ibid.*, tome VI, p. 585-588.

4. *Ibid.*, p. 593-598.

5. *Dictionnaire de l'Académie*, 1762, tome II, p. 578.

6. *Ibid.*, tome I, p. 735.

INTRODUCTION

études sur les fêtes à l'époque moderne se sont intéressées aux structures décoratives, ainsi qu'à leur intérêt politique, sans nécessairement interroger la dimension émotionnelle propre aux réjouissances. Par exemple, les travaux de Jean Jacquot sur les fêtes de la Renaissance s'attachaient surtout à montrer les contrastes entre les fêtes princières, religieuses, bourgeoises ou populaires¹. En reconnaissant l'apport anthropologique aux études de la fête, Jean Jacquot inaugurerait une approche pluridisciplinaire qui ne se démentit jamais totalement, bien que l'histoire de l'art ait le plus souvent représenté cette volonté de multiplier les approches et les points de vue. En effet, lorsque la même année, parut l'ouvrage d'Alain-Charles Gruber, sur les grandes fêtes du règne de Louis XVI, la tendance à décrire les décors était déjà bien ancrée chez les historiens des fêtes modernes². Désormais objet d'histoire reconnu, les fêtes apparaissaient davantage comme un sujet cher aux historiens de l'art que comme le sujet d'une étude proprement historique. Des travaux, à l'instar de ceux de Marguerite Ledoux-Prouzeaux sur les fêtes parisiennes au temps de Louis XV³ ou, plus récemment, ceux de Gaëlle Lafage sur Charles Le Brun, décorateur des fêtes de Louis XIV⁴, attestent de l'intérêt constant des historiens de l'art pour un sujet dont ils ne cessent de renouveler les approches, par exemple sur les arts éphémères ou encore sur la polyvalence des artistes engagés⁵. Cependant, leur approche n'interroge jamais la dimension politique de ces manifestations, pas plus qu'elle ne se nourrit d'une véritable interdisciplinarité. Dans notre cas, ce sont les manifestations de joie qui garantissent, dans la réalité effective de l'espace public, le succès des célébrations, et non pas la beauté des décors ni la teneur des termes choisis pour glorifier le pouvoir. Par ailleurs, l'ambition de « réjouir » les sujets, et non pas seulement de « fêter » la Couronne implique de réfléchir à la nécessité politique de ces manifestations de joie. Ces perspectives sont, en effet, plus largement abordées par les historiens.

Les premiers travaux en la matière s'inspiraient des apports de l'anthropologie historique, à l'instar du bien connu *Carnaval de Romans*⁶. Les fêtes furent de plus en plus étudiées comme une des manifestations

1. Jean Jacquot (dir.), *Les Fêtes de la Renaissance, Journées internationales d'études sur les fêtes de la renaissance* (8-13 juillet 1955, Royaumont), Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1956; *Id.* et Élie Konigson (dir.), *Les Fêtes de la Renaissance, Quinzième colloque international d'études humanistes* (10-22 juillet 1972, Tours), Paris, Éd. CNRS, 1975.

2. Alain-Charles Gruber, *Les grandes fêtes et leurs décors à l'époque de Louis XVI*, Genève, Droz, 1972.

3. Marguerite Ledoux-Prouzeaux, *Les fêtes parisiennes sous Louis XV. Décors et rituel*, Thèse de doctorat, dactyl., sous la dir. du Professeur Daniel Rabreau, 2005; *Id.*, « Les fêtes publiques à Paris à l'époque de la guerre de Succession d'Autriche (1744-1749) », Daniel Rabreau (dir.), *Paris, capitale des arts sous Louis XV, Peinture, sculpture, architecture, fêtes, iconographie*,

4. Gaëlle Lafage, *Charles Le Brun, décorateur de fêtes*, Rennes, PUR, Coll. « Art et Société », 2015.

5. Jérôme de La Gorce, « De Paris à Versailles : les grandes fêtes et les cérémonies de la ville et de la cour aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Chroniques de l'éphémère. Le livre de fête dans la Collection Jacques Doucet*, Catalogue d'exposition, Paris, Bibliothèque de l'INHA, 2010, p. 5-13.

6. Emmanuel Le Roy Ladurie, *Le Carnaval de Romans : de la Chandeleur au mercredi des Cendres : 1579-1580*, Paris, Gallimard, 1979.

INTRODUCTION

populaires qui méritaient, comme les révoltes, toute l'attention des historiens¹. Symptômes d'une culture urbaine en pleine évolution du ^{xv}^e au ^{xviii}^e siècle, elles furent également l'objet d'analyses qui suggéraient combien les fêtes permettaient à la ville de s'autocélébrer face à la Couronne, ainsi que d'illustrer, dès le début du ^{xvi}^e siècle, la désagrégation de la culture urbaine partagée, passant de la manifestation des liens communautaires à l'abandon progressif de la culture de la place publique au menu peuple². Dès le ^{xviii}^e siècle, écrivait Roger Chartier, la confiscation des festivités par la municipalité avait bel et bien transformé les fêtes. Qu'elles soient carnavalesques ou politiques, elles ne traduisaient plus un ordre de partage mais bien un ordre de séparation sociale³. Aussi fondamentale que soit cette évolution pour l'étude des réjouissances et de la joie publique au ^{xviii}^e siècle, elle ne fait qu'énoncer une idée majeure dont il faut décortiquer la réalité, tant du point de vue des autorités gouvernementales et urbaines que de celui des sujets concernés. La dimension politique reste, en effet, l'une des approches les plus prolifiques pour l'étude des fêtes et des réjouissances publiques. La question des spectacles comme un laboratoire du gouvernement urbain confirme non seulement l'intérêt des historiens pour les festivités, mais également la valeur heuristique de leur identité politique⁴. Pourtant, la majorité des travaux sur les fêtes n'abordent pas la question des réjouissances telles que celles-ci sont ici définies⁵. La plupart des travaux concernent d'ailleurs la période contemporaine, au cours de laquelle la construction d'une monarchie libérale, puis celle du régime républicain constituèrent des bouleversements politiques suffisamment importants pour analyser de nouvelles idéologies politiques au prisme de leurs fêtes respectives⁶. Mais ces travaux étudiaient véritablement le fond et la forme de ces fêtes, sans chercher à comprendre d'éventuels mécanismes d'adhésion de la population à ces différents régimes politiques, pas plus qu'ils n'expliquaient ce qui permettait de susciter, ou même de garantir, la participation et les démonstrations de joie populaires. La question fut

1. Yves-Marie Bercé, *Fête et révolte : des mentalités populaires du ^{xvi}^e au ^{xviii}^e siècle*, Paris, Hachette, 1976.

2. Michel Cassan, « Les cultures urbaines au ^{xvi}^e-^{xvii}^e siècle », dans *Le Bulletin de la Société d'Histoire Moderne et Contemporaine*, numéro dirigé par E. du Réau, n° 1-2, 1995, p. 75-85.

3. Roger Chartier « Discipline et invention. Les fêtes en France ^{xv}^e-^{xviii}^e siècles », *Diogenes*, n° 110, avril-juin 1980, p. 51-71 ; *Id.*, « Conflits et tensions », dans Emmanuel Le Roy Ladurie (dir.), *Histoire de la France urbaine*, tome III « La ville des temps modernes. De la Renaissance aux Révolutions », Paris, Seuil, 1998 (1980), p. 182-190.

4. Marie Bouhaïk-Gironès, Olivier Spina et Mélanie Traversier, *Les spectacles : un laboratoire du gouvernement urbain (xv^e-xviii^e siècles)*, Journée d'études du 3 juin 2016, Institut des Sciences de l'Homme, Centre Berthelot, Lyon, Actes à paraître. Voir également Olivier Spina, *Une ville en scènes. Politique et spectacles à Londres sous les Tudor, 1525-1603*, Paris, Classiques Garnier, 2013.

5. Voir pour exemple les récents travaux de Benoît Bolduc, *La Fête imprimée. Spectacles et cérémonies politiques (1549-1662)*, Paris, Classique Garnier, 2016 et de Pauline Lemaigre-Gaffier, *Administrer les menus plaisirs du roi : l'État, la cour et les spectacles dans la France des Lumières*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2016.

6. Sur ce sujet, les travaux sont nombreux, voir pour exemple les travaux suivants : Alain Corbin, Noëlle Gérôme et Danielle Tartakowsky (dir.), *Les usages politiques des fêtes aux ^{xix}^e-^{xx}^e siècles*, Paris, PUS, 1994 ; Olivier Ihl, *La fête républicaine*, Paris, Gallimard, 1996 et de Rémi Dalisson, *Les Trois couleurs, Marianne et l'Empereur. Fêtes libérales et politiques symboliques en France 1815-1870*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2004.

INTRODUCTION

toutefois soulevée par des historiens ou par des spécialistes de sociologie historique, dont l'analyse incluait désormais la dimension émotionnelle des festivités publiques. L'un des premiers à avoir soulevé la question de l'adhésion des populations fut Nicolas Mariot dans ses travaux sur les voyages présidentiels de Sadi Carnot à Jacques Chirac¹. Selon lui, le partage des acclamations ou des applaudissements n'était rien d'autre que la participation à un conformisme social, l'idée d'une adhésion n'étant alors qu'un des discours des concepteurs de ces fêtes, ainsi que de leurs observateurs. L'année suivante, la parution du bel ouvrage de Sudhir Hazareesingh sur la Saint-Napoléon permit non seulement de mettre en évidence le rôle des fêtes dans la construction du pouvoir impérial, mais également de mesurer le poids de la sensibilité, tant dans l'organisation que dans les perceptions des notables locaux, jusqu'aux plus humbles participants². À travers la fête bonapartiste, l'auteur put ainsi démontrer que « la politique est aussi affaire de passion, de croyance, d'émotion voire même d'irrationnel »³. La thèse de Corinne Legoy sur les célébrations discursives de la Restauration est aussi un exemple de ces travaux qui révèlent combien le régime monarchique était sensible parce que fondé sur les liens affectifs entre le roi et ses sujets⁴. Si la part émotive fut ainsi progressivement reconnue dans la construction et/ou la célébration des régimes politiques, l'étude des fêtes restait donc profondément déconnectée de leur ambition première qui était celle de « réjouir » la population. En cela, elles semblent donc parfois ignorer la rencontre entre les élites et les sujets, rencontre dont elles étaient pourtant à la fois tributaires et constitutives. Assurément, l'étude des réjouissances, à la différence de celle des fêtes, exige de croiser plusieurs approches historiographiques, dont celle des émotions en histoire, et d'établir une méthode propre à déjouer les écueils d'une trop grande interdisciplinarité.

À la croisée des perspectives historiographiques ou comment sortir d'une impasse méthodologique

L'intérêt pour l'histoire des émotions s'est, en effet, considérablement amplifié depuis une trentaine d'années. Si l'appel de Lucien Febvre en 1941, pour écrire une « histoire de la joie »⁵, avait suscité peu d'attention, il semble,

1. Nicolas Mariot, *Bains de foule. Les voyages présidentiels en province, 1888-2002*, Paris, Belin, 2006.

2. Sudhir Hazareesingh, *La Saint-Napoléon. Quand le 14 juillet se fêtait le 15 août*, Paris, Tallandier, 2007.

3. *Ibid.*, p. 34.

4. Corinne Legoy, *L'enthousiasme désenchanté. Éloge du pouvoir sous la Restauration*, Paris, Société des Études Robespierriennes, 2011.

5. Lucien Febvre, « La sensibilité et l'histoire, Comment reconstituer la vie affective d'autrefois? », Roger Chartier, Georges Duby, Lucien Febvre, Pierre Francastel et Robert Mandrou, *La sensibilité dans l'histoire*, Paris, Gérard Monfort, Imago Mundi, 1987, p. 95-112. Cet article est initialement paru dans Marc Bloch et Lucien Febvre (dir.), *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1953.

INTRODUCTION

au regard des très nombreuses études sur l'émotion, que les historiens se soient finalement saisis de la question. Les difficultés pour inscrire son champ de recherche dans l'un des grands courants historiographiques, expliquent qu'avant d'être pensée en termes socioculturels, l'émotion ait été l'objet d'un foisonnement intellectuel aussi stimulant que discuté. Dans le sillage des *Annales*, l'historiographie française s'en est d'abord emparée pour une étude du vécu sur le temps long. « Psychologie historique »¹, « anthropologie historique »², « histoire des mentalités »³, « histoire des sensibilités »⁴, elle fut intégrée tantôt à l'histoire culturelle, tantôt à celle des représentations. Le panorama des questionnements a longtemps été vaste sinon confus⁵, jusqu'à ce que les émotions deviennent peu à peu un thème de recherche légitimé en histoire⁶, suscitant des questionnements méthodologiques sur les manières d'appréhender et d'écrire une telle histoire⁷. Force est de constater, toutefois, que les historiens médiévistes⁸ et contemporains⁹ se sont plus largement interrogés sur le sujet que ne l'ont fait les modernistes jusqu'ici¹⁰. Or, si l'historiographie inclut

1. Lucien Febvre, « Une vue d'ensemble, Histoire et psychologie », Roger Chartier, Georges Duby, Lucien Febvre, Pierre Francastel, Robert Mandrou, *La sensibilité dans l'histoire*, Paris, Imago Mundi, 1987, p. 55-67. Jacques Revel, « Psychologie historique et histoire des mentalités », Françoise Parot (dir.), *Pour une psychologie historique, écrits en hommage à Ignace Meyerson*, Paris, PUF, 1996, p. 209-227.

2. Rom Harré, *The social construction of emotions*, Oxford, Basil Blackwell éd., 1986. Les travaux d'anthropologie des émotions défendent l'idée d'une construction sociale des émotions.

3. Jacques Le Goff, « Les mentalités, une histoire ambiguë », Jacques Le Goff, Jacques, Pierre Nora (dir.), *Faire de l'histoire, nouveaux objets*, Paris, Gallimard, 1974, tome III, p. 76-95 ; Michel Vovelle, *Idéologies et mentalités*, Paris, Gallimard, 1982 ; Roger Chartier, « Histoire intellectuelle et histoire des mentalités. Trajectoires et questions », *Ibid.*, p. 277-307.

4. Lucien Febvre, « La sensibilité et l'histoire, Comment reconstituer la vie affective d'autrefois ? », *La sensibilité dans l'histoire, op. cit.*, p. 95-112. ; Robert Mandrou, « Pour une histoire de la sensibilité », *Annales, E.S.C.*, Paris, 1959, p. 581-588.

5. François Dosse, *L'histoire en miette, Des Annales à la « nouvelle histoire »*, Paris, Éd. La Découverte, 2005 [1985], p. 161-77.

6. Jan Plamper, « L'histoire des émotions », Christophe Granger (dir.), *À quoi pensent les historiens ? Faire de l'histoire au XXI^e siècle*, Paris, Autrement, 2013, p. 239-240 ; *Id.*, *The History of Emotions. An introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2015, p. 276-296 ; A. Corbin, J.-J. Courtine, G. Vigarello, *Histoire des émotions. De la fin du XIX^e siècle à nos jours*, 3 tomes, Paris, Éd. du Seuil, 2017.

7. Juan Pro Ruiz et Stéphane Michonneau (dir.) *Les émotions : un tournant en histoire et dans les sciences humaines ?*, Colloque à la Casa de Velasquez organisé les 11-13 décembre 2013 (<https://www.casadevelasquez.org/recherche-scientifique/news/les-emotions-un-tournant-en-histoire-et-dans-les-sciences-humaines>).

8. Barbara H. Rosenwein, « Histoire de l'émotion : méthodes et approches », *Cahiers de civilisation médiévale*, n° 193, 2006, p. 33-48 ; Damien Boquet et Piroška Nagy (dir.), *Histoire intellectuelle des émotions de l'Antiquité à nos jours*, L'Atelier du Centre de recherches historiques, n° 16, 2016 [en ligne]. Tous leurs questionnements se trouvent dans un bel article synthétique de Piroška Nagy, « Faire l'histoire des émotions à l'heure des sciences des émotions », *Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre (BUCEMA)*, Hors-série n° 5, 2013 [En ligne].

9. Quentin Deluermoz, Emmanuel Fureix, Hervé Mazurel et M'hamed Oualdi (dir.), « Écrire l'histoire des émotions : de l'objet à la catégorie d'analyse », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 47, 2013, p. 155-189.

10. La liste des travaux en question n'est ici pas exhaustive : Jacques Solé, *L'Amour en Occident à l'époque moderne*, Paris, PUF, 1984 ; Jean-Louis Flandrin, *Les Amours paysannes : amour et sexualité dans les campagnes de l'ancienne France (XVI^e-XIX^e siècle)*, Paris, Éd. Gallimard-Julliard, 1981 [1975] ; Jean Delumeau, *La peur en Occident (XVI^e-XVIII^e siècles)*, Paris, Fayard, 2011 [1978] ; Robert Mauzi, *L'idée du bonheur dans la littérature et la pensée françaises au XVIII^e siècle*, Paris, A. Michel, 1994 [1979] ; Maurice Daumas, *La tendresse amoureuse XVI^e-XVIII^e siècles*, Paris, 1996 ; *Id.*, *Des trésors d'amitié : de la Renaissance aux Lumières*, Paris, A. Colin, 2011. La contemporanéiste Anne Vincent-Buffault a également contribué à l'histoire moderne des émotions avec *Histoire des larmes, XVIII^e-XIX^e siècle*, Paris, Payot, 2001.

INTRODUCTION

désormais des travaux d'histoire sensible pour n'importe quelle période¹, la plupart des travaux concernent surtout des émotions ou des sentiments dont les manifestations pouvaient facilement donner lieu à un traitement institutionnel, religieux ou juridique, à l'instar du deuil, de la tristesse, de la colère ou de la haine. Mais aussi fertiles soient ces études, qu'en est-il de l'histoire de la joie, des phénomènes de liesse et d'enthousiasme ? Si certains travaux, surtout anglo-saxons, ont mis en exergue cet intérêt pour les bons moments de la culture populaire, et si l'histoire des plaisirs et des loisirs est maintenant largement renouvelée, on ne peut que faire le constat d'une pauvreté historiographique au sujet de l'émotion de joie publique².

La question de savoir ce qu'il reste de ce « foisonnement » intellectuel³, et surtout comment il est possible de l'utiliser s'impose donc avec force. L'historien de la joie ne peut se dispenser de fréquenter les théoriciens de l'émotion, ne serait-ce que pour mieux délimiter son champ d'étude. Mais même s'il s'en inspire, il ne doit pas pour autant interpréter les manifestations de joie au prisme de concepts strictement anthropologiques, et encore moins psychologiques⁴. En d'autres termes, inscrire l'étude de la joie publique dans le grand courant de l'histoire des émotions implique, au préalable, de se distancer de certains de ses écueils. Le renouveau de l'histoire des émotions doit beaucoup aux travaux des historiens anglo-saxons⁵, mais leurs recherches ne doivent pas pour autant réduire l'étude d'une émotion historique aux perspectives des neurosciences⁶ ou, dans un autre registre,

1. L'histoire antique contribue également à l'histoire des émotions, comme en témoignent, par exemple, les récents travaux de Mary Beard, *Laughter in ancient Rome, On joking, Tickling, and Cracking Up*, Berkeley, University of California Press, 2014 ou ceux de Sylvain Forichon, *Les spectateurs du cirque à Rome (du I^{er} siècle av. J.-C. au VI^e siècle ap. J.-C.) : passion, émotion et politique*, Thèse dactyl., sous la dir. du Prof. Jean-Michel Roddaz, soutenue le 7 janvier 2015, Université Bordeaux-Montaigne. Mais globalement, les périodes médiévale et contemporaine restent les plus prolixes en la matière. Citons pour exemple : Barbara H. Rosenwein (dir.), *Anger's Past: The Social Uses of an Emotion in the Middle Ages*, Londres, Cornell University Press, 1998 ; Id., *Emotional communities in the early Middle Ages*, Ithaca-New-York, Cornell University Press, 2006 ; Piroska Nagy, *Le don des larmes au Moyen Âge : un instrument spirituel en quête d'institution, v^e-xiii^e siècle*, Paris, A. Michel, 2000. Voir également, pour l'histoire contemporaine, Emmanuel Fureix *La France des larmes : deuils politiques à l'âge romantique, 1814-1840*, Seyssel, Champ Vallon, 2009 ; Frédéric Chauvaud, *Histoire de la haine : une passion funeste, 1830-1930*, Rennes, PUR, 2014. Ces quelques mentions ne sont bien évidemment pas exhaustives.

2. Laurent Turcot, *Sports et loisirs. Une histoire des origines à nos jours*, Paris, Gallimard, 2016 ; Robert M. Isherwood, *Farce and Fantasy : popular entertainment in eighteenth century in Paris*, New-York, Oxford University Press, 1986 ; Thomas Brennan, *Public drinking and popular culture in eighteenth century*, Paris, Princeton University press, 1988.

3. Alain Corbin, « « Le vertige des foisonnements » Esquisse panoramique d'une histoire sans nom », *RHMC*, n° 39-1 « Pour une histoire culturelle du contemporain », janvier-mars 1992, p. 103-126.

4. Jan Plamper, « L'histoire des émotions », Christophe Granger (dir.) *À quoi pensent les historiens ? Faire de l'histoire au XXI^e siècle*, Paris, Autrement, 2013, p. 239-240.

5. Margaret S. Clark, « Historical Emotionology : From a social psychologist's perspective », Andrew E. Barnes and Peter N. Stearns (éd.), *Social History and Issues in Human Consciousness : some interdisciplinary connections*, New-York, New York university press, 1989, p. 262-269 ; Adela Pinch, « Emotion and History : a review article », *Comparative studies in society and history*, n° 37, janvier 1995, p. 100-109. On ne doit pas pour autant oublier le dynamisme de recherches espagnoles sur le sujet. Voir par exemple les travaux de Monica Bolufer, notamment le numéro d'*Historia social*, « Del uso de las pasiones », n° 81, 2015.

6. Lisa Feldman Barrett et James A. Russell (éd.), *The psychological construction of emotion*, New York, The Guilford Press, 2015.

INTRODUCTION

à celles du *linguistic turn*¹. De même, le postulat, longtemps suivi, selon lequel les normes émotionnelles littéraires étaient réellement des émotions en soi, ne peut qu'induire l'historien en erreur². Sudhir Hazareesingh ou le spécialiste de l'histoire des émotions Jan Pampler ont tour à tour mis en garde l'historien de tous les dangers de la surinterprétation. L'abondance d'archives, des méthodes plus ou moins solides de l'anthropologie, de la sociologie ou de la psychologie historiques, ainsi que les risques de confusion entre les manifestations et les discours d'une émotion constituent selon eux trois grands dangers desquels l'historien de la joie doit s'écarter³.

L'attention systématique au contexte dans lequel se produisent les manifestations de joie nécessite, naturellement, de se placer dans la perspective socio-constructiviste, la plus à même, selon Barbara Rosenwein, de rendre compte de sa valeur heuristique⁴. En admettant qu'une émotion, vécue dans un espace public contrôlé, et manifestée selon des rituels établis par le pouvoir royal, ne puisse être totalement naturelle, il apparaît évident qu'elle est socialement, et politiquement même, déterminée. L'émotion n'a pas de réalité en dehors du dispositif culturel qui la produit, écrivent Damien Boquet et Piroska Nagy⁵ et c'est en ce sens qu'il convient de réfléchir à une histoire de la joie. En tant qu'objet historique, l'émotion se trouve pratiquement dépouillée de sa dimension psychologique et corporelle, parce que l'historien ne la trouve jamais telle quelle dans l'archive – si tant est qu'elle ait réellement existé – mais transformée par les conditions de l'élaboration du document⁶. De surcroît, il faut aussi tenir compte du déterminisme politique et social dont elles restent, dans notre cas, inexorablement tributaires. À l'instar de Jan Pampler, nous pensons que le concept des « communautés émotionnelles » de Barbara Rosenwein est actuellement un des plus pertinents, surtout pour étudier des sociétés profondément holistes⁷. Dans le cadre de notre propos, ce concept offre l'avantage d'énoncer la capacité d'un groupe humain à déterminer les émotions acceptables et nécessaires à sa pérennité, ainsi que de mettre en exergue la fonction publique démonstrative de ses émotions. Cela étant, dans notre cas, le terme de « communauté » est peu pertinent à l'échelle de toute la population parisienne. De surcroît, ce n'est pas elle qui détermine ce qui devait ou non la réjouir, mais bien le régime monarchique. Dire,

1. William Reddy, *The Navigation of feeling, A framework for the history of emotions* (Cambridge, 2001).

2. Carol Z. Stearns and Peter N. Stearns, *Emotion and social change: toward a new psychobistory*, New York, Holmes and Meier, 1988.

3. Sudhir Hazareesingh, art. cit., p. 365-367.

4. Barbara H. Rosenwein, « Histoire de l'émotion : méthodes et approches », art. cit., p. 33-48.

5. Damien Boquet et Piroska Nagy, « Une histoire des émotions incarnées », *Médiévales*, n° 61, automne 2011, p. 5-24, ici p. 10.

6. *Ibid.*, p. 8.

7. Barbara H. Rosenwein, *Emotional communities in the early Middle Ages*, *op. cit.*, p. 1-31, en particulier p. 2 et p. 20.

INTRODUCTION

par exemple, que la population s'est réjouie à la naissance du dauphin, ne signifie absolument pas que les sujets aient *tous* incarné la joie publique, telle qu'elle avait été ordonnée et attendue des autorités.

C'est ici qu'il convient de nuancer la perspective socio-constructiviste, dans la mesure où réfléchir à l'échelle collective d'une capitale n'autorise jamais à établir des généralités, et encore moins à croire en leur pertinence. La plus grande critique faite à ce sujet a été formulée par William Reddy, qui voit dans le regard constructiviste une forme de relativisme qui efface les multiples degrés d'expression d'une seule et même émotion¹. En cela, nous suivons l'historien, ne serait-ce que parce qu'obéir aux impératifs des réjouissances n'avait rien d'une image d'Épinal, et que se réjouir revenait bien plus souvent à s'accommoder pour prendre du bon temps ou en profiter, subtilement, pour critiquer le pouvoir (sans toutefois le désavouer). Pour autant, son analyse verse par trop dans des considérations individualistes qui sont certes intéressantes pour l'étude d'ego documents, mais qui ne nous sont guère utiles pour la compréhension des rapports entre le pouvoir politique et les sujets parisiens.

C'est donc dans un entre-deux méthodologique, entre constructivisme et individualisme, que cette étude se positionne. Quelles que soient les subtilités et les difficultés qu'elles impliquent, ces approches permettent de discréditer à la fois le caractère prétendument irrationnel de l'émotion, ainsi qu'une perception universaliste qui mènerait tout droit vers l'anachronisme psychologique². Elles légitiment donc, plus que jamais, l'intérêt d'une étude des émotions en histoire.

Dans le passé, quelques travaux ont su démontrer qu'il était possible d'analyser leurs normes et leurs manifestations au prisme des archives religieuses ou judiciaires³. Mais, dans le même temps, l'empreinte philosophique et littéraire restait forte, surtout dans des ouvrages qui sont encore aujourd'hui des ouvrages de référence. Pensons par exemple à l'étude de Robert Mauzi sur le bonheur au XVIII^e siècle⁴ ou, dans une moindre mesure, à l'ouvrage de Jean Deprun sur l'inquiétude, dont le titre affirmait clairement l'orientation philosophique du propos⁵. À ce sujet, les travaux consacrés au bonheur démontrent tous, d'une certaine façon, que ce sujet donne vie aux « horizons d'attente » de Reinhart Koselleck⁶,

1. William Reddy, « Against constructionism: the historical ethnography of emotions », *Current anthropology*, vol. 38, n° 3, juin 1996, p. 327-351, en particulier p. 331-335.

2. Jon Elster, *Alchemies of the Mind: Rationality and the Emotions*, Cambridge, CUP, 1999, p. 139-328.

3. Yves Castan, *Honnêteté et relations sociales en Languedoc, 1715-1780*, Paris, Plon, 1974; Jacques Solé, *L'Amour en Occident à l'époque moderne*, Paris, PUF, 1984; Jean Delumeau, *De la peur à l'espérance*, édition établie par Pascal Ory, Paris, R. Laffont, 2013.

4. Robert Mauzi, *L'idée du bonheur dans la littérature et la pensée françaises au XVIII^e siècle*, Paris, A. Michel, 1994 [1979].

5. Jean Deprun, *La Philosophie de l'inquiétude en France au XVIII^e siècle*, Paris, J. Vrin, 1979.

6. Reinhart Koselleck, *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2000 [1979].

INTRODUCTION

dans la réalité objective ou au travers des discours de l'époque¹. Fondée tantôt sur l'étude d'expériences sociales, tantôt sur des études discursives, l'histoire des sensibilités semble donc se caractériser par cette double approche qui enrichit plus qu'elle n'invalide sa pertinence. D'une manière tout à fait symptomatique, l'article d'Alain Corbin sur le foisonnement de ce type d'histoire mettait en garde contre le danger de ne recourir qu'à des sources discursives ou littéraires qui ne garantissent absolument pas l'existence des émotions dans la réalité². Pourtant, les travaux qu'il cite en exemple, à l'instar de ceux d'Anne Vincent-Buffault sur les larmes aux XVIII^e et XIX^e siècles³, ceux de William Reddy⁴ ou de Lynn Hunt⁵ sont très largement fondés sur des sources littéraires, parfois sans interroger leur valeur historique. C'est donc de cette impasse qu'il faut tenter de sortir, en tâchant d'inscrire l'histoire des réjouissances et de la joie publique à la fois dans cet héritage, et dans les nouvelles perspectives de l'histoire politique.

L'histoire de la joie publique, une histoire sociale des représentations du politique

Si, depuis la parution de l'article en 1992, la dimension judiciaire s'est avérée être un bon moyen d'approcher l'émotion telle qu'elle pouvait être vécue et contenue par les institutions, il apparaît aussi que lier l'histoire des sensibilités à l'histoire politique permet non seulement d'éviter l'anachronisme psychologique mais également l'illusion des sources littéraires⁶. Cette idée est d'autant plus intéressante pour notre propos que l'étude des réjouissances monarchiques et de la joie publique invite, tout naturellement, à analyser ce qu'exigeait le pouvoir royal à une échelle qui discrédite tout de suite le concept d'*emotives* de William Reddy⁷, puisque les rapports entre le langage et l'émotion ne suffisent pas à expliquer la réalité des manifestations de joie ritualisées dans l'espace public parisien.

C'est la raison pour laquelle l'histoire de la joie publique s'inscrit dans le champ de l'histoire culturelle du politique ou, plus exactement, dans celui de « l'histoire sociale des représentations » du politique⁸. Si les

1. Rémy Pawin, *Histoire du bonheur en France depuis 1945*, Paris, Robert Laffont, 2013.

2. Alain Corbin, « "Le vertige des foisonnements" Esquisse panoramique d'une histoire sans nom », *RHMC*, n° 39-1 « Pour une histoire culturelle du contemporain », janvier-mars 1992, p. 103-126.

3. Anne Vincent-Buffault, *op. cit.*

4. William Reddy, *op. cit.*

5. Lynn Hunt, *Le roman familial de la Révolution française*, Paris, Albin Michel, 1995 [1992].

6. Pour exemple, Frédéric Chauvaud et Pierre Prétou (dir.), *Clameur publique et émotions judiciaires. De l'Antiquité à nos jours*, Rennes, PUR, 2013.

7. William Reddy, *op. cit.*, p. 96-111.

8. Pascal Ory, *L'histoire culturelle*, Paris, PUF, 2015 [2004], p. 12. Alain Corbin parlait lui-même d'« un imaginaire social », terme plus apte, selon lui, à regrouper les champs de recherche d'une histoire des mentalités trop confuse pour être opérationnelle, art. cit., p. 126.

INTRODUCTION

représentations que le pouvoir et les sujets se faisaient des réjouissances et de la joie exigée par le gouvernement restent au cœur de notre problème, leurs manières d'y prendre part, selon des codes sociaux normalisés, appropriés, voire même subvertis, constituent une dimension incontournable de notre approche. L'histoire des réjouissances monarchiques et de la joie publique se place donc au carrefour de l'histoire politique et d'une histoire sociale et culturelle¹. De surcroît, à l'instar de la très belle étude d'Emmanuel Fureix sur les deuils politiques à l'âge romantique², elle-même au centre de ces deux approches, un travail sur les démonstrations de joie doit s'inscrire dans l'histoire des sensibilités. Dès lors que les historiens admettent l'importance de la dimension affective d'un régime politique, alors l'existence d'une émotion sans pareille au XXI^e siècle, ainsi que toutes ses manifestations dans l'espace public, deviennent légitimement un objet d'histoire³. L'émotion de joie peut, en effet, être un observatoire commode pour comprendre autrement les relations sociales, ainsi que les rapports qu'entretenaient les élites monarchiques avec l'ensemble de la population. Sous forme de mise en ordre des manifestations de l'émotion, d'échanges aussi entre gouvernants et gouvernés, ils construisent, en même temps qu'ils révèlent à l'historien, une nouvelle scène politique. En d'autres termes, l'étude de l'émotion de joie enrichit notre vision de la vie politique plus qu'elle ne constitue une alternative à la scène politique officielle. Si la politique des émotions est une « histoire informelle du politique »⁴, elle s'intègre aux moyens de gouverner dans la monarchie des Bourbons. En partie inspirée, et en même temps éloignée des premiers travaux de l'histoire politique, les nouveaux objets de cette dernière s'efforcent désormais de mieux comprendre comment ceux qui étaient officiellement exclus du processus politique pouvaient quand bien même y participer⁵. Le concept de « politisation » établi par Laurent Bourquin et Philippe Hamon permet alors d'en définir les dynamiques qui justifient « l'évolution de la société vers le politique »⁶. Parmi celles-ci, l'importance des rituels⁷, mais

1. Philippe Poirrier, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, Éd. du Seuil, 2004, p. 283-290.

2. Emmanuel Fureix, *La France des larmes. Deuils politiques à l'âge romantique (1814-1840)*, Seyssel, Champ Vallon, 2009.

3. Sudhir Hazareesingh, « L'histoire politique face à l'histoire culturelle : état de lieux et perspectives », *RH*, n° 642, avril 2007, p. 355-368, ici p. 361-364.

4. Emmanuel Fureix, « L'histoire face aux émotions : difficultés, défis et déplacements », *Les émotions : un tournant en histoire et dans les sciences humaines ?*, dans Juan Pro Ruiz et Stéphane Michonneau (dir.), *Les émotions : un tournant en histoire et dans les sciences humaines ?*, Colloque à la Casa de Velasquez, les 11-13 décembre 2013 [en ligne].

5. René Rémond (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Éd. du Seuil, 1996 [1988], en particulier p. 11-32 ; Jean-François Sirinelli, « De la demeure à l'agora. Pour une histoire culturelle du politique », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 57, janvier-mars 1998, p. 121-131.

6. Laurent Bourquin et Philippe Hamon, *La politisation. Conflits et construction du politique depuis le Moyen Âge*, Rennes, PUR, 2010, p. 7-11.

7. Philippe Buc, *Dangereux rituels. De l'histoire médiévale aux sciences sociales*, Paris, PUF, 2003 ; Ralph E. Giesey, « Modèles de pouvoir dans les rites royaux en France », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 1986, vol. 41, n° 3, p. 579-599.

INTRODUCTION

aussi des gestes¹ sont autant d'angles d'études pour analyser les formes de participation, et mesurer le degré d'implication des sujets concernés².

Au travers de ce concept, Philippe Hamon a mis en évidence le lien consubstantiel entre d'une part, la politisation par les gestes, les symboles ou les prises de parole et, d'autre part, la légitimation du pouvoir. Dans la mesure où les réjouissances étaient décrétées et mises en place par le pouvoir royal, et où les démonstrations de joie faisaient l'objet d'un encadrement administratif et policier, les manières d'y prendre part, pour la population, à travers sa présence, ses danses ou ses acclamations, équivalaient à participer à la vie politique de la Couronne, même d'une manière parfaitement convenue. Selon le rang de chacun, la culture des réjouissances était ainsi partagée parce que politisée³. Surtout, pour les élites du gouvernement, il ne faisait aucun doute que les manifestations ritualisées de la joie publique exprimaient une adhésion populaire au régime monarchique. La validation d'un assentiment, écrit Philippe Hamon, procédait davantage de ces mises en scène rituelles que d'une réelle conviction, le pouvoir ne cherchant jamais à convaincre les sujets spectateurs, censés l'acclamer, si bien que l'on pourrait affirmer qu'un pouvoir qui, théoriquement, réjouissait, était un pouvoir qui se manifestait, ni plus ni moins, dans le cadre des festivités. Dès lors, réjouissances et manifestations de joie étaient des outils commodes, tant pour exprimer sa puissance que, du point de vue des sujets, pour envoyer un message d'approbation ou, le cas échéant, de ressentiment.

Il semble clair, dès lors, que l'utilisation des réjouissances et des manifestations de joie, par le pouvoir, ainsi que par la population, font de l'émotion de joie un paramètre politique tel que Philippe Hamon l'avait envisagé dans sa conclusion⁴. Il s'agissait, pour le souverain et le gouvernement, de traduire l'émotion officielle dans l'espace public, au prix d'une mise en scène qui encadrait les manifestations d'une émotion parfois plus théorique qu'effective. C'est exactement dans cette ambivalence de la joie publique, à la fois strictement officielle et potentiellement authentique, que réside toute la problématique de notre sujet.

1. Michael Braddick, « The politics of gesture », *Past and Present*, « The Politics of Gesture: Historical Perspectives », n° 203, 2009, p. 9-35.

2. Voir à ce propos : Pierre Ansart et Claudine Haroche (dir.), *Les sentiments et le politique*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 11-12 ; Philippe Braud, *L'émotion en politique. Problèmes d'analyse*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p. 8 ; Lynn Hunt, « Relire l'histoire du politique », in Jean-Clément Martin (dir.), *La Révolution à l'œuvre, Perspectives actuelles dans l'histoire de la Révolution française*, Rennes, PUR, 2005, p. 117-124 ; David Le Breton, *Les passions ordinaires, Anthropologie des émotions*, Paris, Payot, 2004 [1998], p. 93.

3. Antoine de Baecque, « Les usages communs de la culture » et « La politisation de la culture », Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, *Histoire culturelle de la France*, tome III « Lumières et Liberté », Paris, Éd. du Seuil, 1998, p. 73-183.

4. Philippe Hamon, « Conclusion », Laurent Bourquin, Philippe Hamon, Pierre Karila-Cohen et Cédric Michon (dir.), *op. cit.*, p. 354. Ce concept permet ainsi de nuancer la portée du « régime émotionnel » élaboré par William Reddy, *The Navigation of Feeling. A framework for the history of emotions*, Cambridge, CUP, 2001, p. 129.

INTRODUCTION

Vers une politique de la joie au XVIII^e siècle, une histoire de communication politique

Avant d'être l'histoire d'un ressenti, l'histoire des réjouissances et de la joie publique est celle d'un dialogue entre le pouvoir et la population. C'est pourquoi il faut comprendre toutes les modalités par lesquelles la Maison du roi, le Bureau de la Ville et les officiers du Châtelet cherchèrent à inculquer les normes de l'expression de la joie dans l'espace public. Apprendre à éprouver ou, plus certainement, à témoigner sa joie procédait, certes, d'une incorporation sociale des normes mais pour en saisir tout l'enjeu, encore faut-il analyser les réjouissances en tant que construction sociale, manifeste au travers de rituels. Définies comme les célébrations organisées par le pouvoir, celles-ci servaient de cadre, permettant à la population de manifester sa joie en des termes et des gestes convenus (acclamations, danses, précipitations lors des jets d'argent ou de vivres, *etc.*). Dans ce cas, la « joie publique » intégrait toutes les démonstrations d'allégresse qui répondaient aux sollicitations du pouvoir ou qui survenaient en dehors des cadres établis par les autorités, à l'instar des chants, des jeux ou de l'usage des fusées et autres pétards traditionnellement interdits. En d'autres termes, les réjouissances sollicitaient la population et les manifestations de joie de cette dernière y répondaient – ou non. En cela, leur étude s'inscrit pleinement dans l'idée d'une culture politique faite de normes, de valeurs et de représentations constituant l'identité d'une société et, plus précisément, d'un régime monarchique auquel, par leurs démonstrations de joie, les sujets semblaient adhérer¹. Indéniablement, les manifestations de joie publique participaient à la politisation des individus, qu'ils obéissent ou non à « l'expression obligatoire des sentiments »². Bien qu'il soit plus simple d'étudier les ambitions du pouvoir monarchique pour réjouir les sujets, et plus délicat de mesurer leur réel impact auprès de la population, il faut considérer les limites du projet puisque, quel que soit le succès des célébrations, les sujets de la capitale s'approprièrent les manières qu'on leur dictait pour manifester leur joie. Il convient alors d'interroger leur capacité à (se) jouer des normes imposées. En effet, pour le XVIII^e siècle, il semble difficile d'accréditer complètement l'idée selon laquelle participer aux réjouissances ne serait en aucun cas exprimer une croyance aveugle à l'égard du pouvoir célébré³. Si l'idée d'un roi sacré, omniprésent dans les festivités, doit effectivement être réinterrogée, certaines occasions, comme

1. Serge Bernstein, « L'historien de la culture politique », *Vingtième siècle*, n° 35, juillet-septembre 1992, p. 67-77.

2. Marcel Mauss, « L'expression obligatoire des sentiments (rituels oraux funéraires australiens) », dans *Œuvres. Cohésion sociale et divisions de la sociologie*, tome III, Paris, Éditions de Minuit, 1969, p. 268-278.

3. Nicolas Mariot, *op. cit.*, p. 164-179.

INTRODUCTION

par exemple les convalescences de Louis XV, invitent à penser le contraire. Séparer le ressenti et le normatif procéderait d'une démarche trop radicale et conduirait, de surcroît, à vider la joie publique de sa complexité¹. Les démonstrations ritualisées de l'émotion de joie n'empêchent pas un attachement authentique à la figure royale, d'autant plus qu'au cours du siècle, l'absence de manifestations de joie ou bien leur caractère sélectif, prouvent que les expressions de l'émotion n'étaient ni une réponse strictement mécanique, ni strictement détachée de toute croyance au sujet du pouvoir acclamé. Elles traduisaient, au contraire, une faculté de jugement, bien avant que l'opinion publique acquière officiellement une valeur politique à la fin du siècle². C'est aussi la raison pour laquelle les manifestations de joie procédaient souvent d'autres sensibilités, à l'instar de l'espoir, de la peur ou de la colère³.

Les manifestations de joie pouvaient donc soit approuver le pouvoir, en usant des gestes ritualisés de la joie publique, soit le critiquer en détournant ces derniers. Selon le contexte, économique ou gouvernemental, elles servaient donc un double discours. C'est pourquoi l'approbation et l'interrogation du pouvoir par les démonstrations de joie sont deux dimensions fondamentales du sujet.

Le terme d'« approbation » pourrait ici être synonyme d'assentiment, de consentement à un ordre, un symbole ou un geste politiques considéré comme juste et légitime. Lorsque les sujets de Sa Majesté manifestent leur joie dans l'espace public, ils sont censés approuver le pouvoir qui exige d'eux une émotion, dans le but de cimenter la communauté des sujets autour de leur souverain. L'idée d'approbation justifie alors, simultanément, deux questions fondamentales : comment le pouvoir royal cherchait-il à se faire approuver, et comment les sujets l'approuvaient-ils réellement. Exigée dans ses manifestations, la joie publique ne l'était jamais intégralement dans son contenu, et encore moins dans la manière d'être intimement vécue. Les occasions d'approuver le pouvoir lors de chacune des réjouissances étaient aussi, par là même, un moment choisi pour examiner le pouvoir monarchique, questionner les rouages de son fonctionnement, ne serait-ce qu'en termes symboliques, comme par exemple la bienfaisance des élites municipales, et plus encore celle du souverain. C'est ici que prend sens le terme d'« interrogation », entendu ici comme une potentielle critique, une réserve ou encore le droit tacite de manifester ou non de la joie, au

1. Damien Boquet et Piroska Nagy, *Politiques des émotions au Moyen Âge*, op. cit., p. 22.

2. Martha Nussbaum, « Les émotions comme jugements de valeur », Collectif, *Raisons pratiques*, « La couleur des pensées, Sentiments, Émotions, Intentions », Paris, EHESS, n°6, 1995, respectivement p. 19-32 ; Keith M. Baker, *Au tribunal de l'opinion. Essai sur l'imaginaire politique au XVIII^e siècle*, Paris, Payot, 1993 [1990] ; Arlette Farge, *Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIII^e siècle*, Paris, Seuil, 1992.

3. Thomas Dixon, *From Passions to Emotions. The Creation of a Secular Psychological Category*, Cambridge, CUP, 2006, p. 62-97.

INTRODUCTION

cours des réjouissances ou en temps de crise. L'idée d'un pouvoir interrogé permet aussi de suggérer que les termes de la joie publique n'étaient jamais totalement imposés, mais qu'ils étaient davantage le résultat d'un dialogue fictif entre gouvernants et gouvernés. Il convient donc de savoir pourquoi et comment le pouvoir politique organisait les conditions des manifestations de joie pour chaque événement important de la Couronne, et de comprendre comment les Parisiens y répondaient, tout en s'appropriant les normes, potentiellement pour le détourner. Au cours du siècle en effet, l'adhésion n'était jamais très loin de la subversion. C'est aussi en cela que cette étude contribue à l'histoire culturelle et sociale du politique et, plus précisément à l'histoire de la communication politique¹. Le cadre parisien, de surcroît, permet un nouveau regard sur la capitale, non loin de Versailles.

Contribuer à l'histoire de Paris au XVIII^e siècle

L'histoire des réjouissances et de la joie publique contribue également à l'histoire de Paris. L'originalité de l'espace parisien détermine bien des aspects de leurs démonstrations et, à l'inverse, celles-ci permettent de restituer les conditions politiques et sociales d'une expérience urbaine, au plus près des réalités². La sédentarisation du pouvoir royal à partir de la seconde moitié du XVII^e siècle s'est traduite par l'émergence d'un système de représentations censé rendre le roi présent partout, y compris et surtout au travers de la fiction³. Pour chaque événement heureux de la Couronne, chaque ville du royaume organisait des réjouissances, manière de rapprocher la vie de la famille royale de ses 21 millions de sujets. Pour autant, la proximité avec Versailles et l'ampleur du corpus de sources parisiennes justifie de se concentrer sur la capitale. Forte d'une population de près de 600 000 habitants au XVIII^e siècle, de vingt quartiers de police et de quatorze faubourgs, dont certains furent progressivement absorbés au cours du siècle, la ville de Paris est l'une des capitales les plus peuplées d'Europe⁴. Mais sa démographie est loin de justifier ce choix. Sa proximité avec Versailles, à environ deux heures de carrosse, permet aussi de rendre tangibles les relations entre la cour et la

1. Voir à ce sujet les travaux de référence de Michèle Fogel, *Les Cérémonies de l'information dans la France du XVI^e au milieu du XVIII^e siècle*, Paris, Fayard, 1989 ; Ralph E. Giesey, *Cérémonial et puissance souveraine : France, XV^e-XVII^e siècles*, Paris, Armand Colin, 1987 ; *Id.*, *Le Roi ne meurt jamais : les obsèques royales dans la France de la Renaissance*, Paris, Flammarion, 1987 ; Gérard Sabatier, *Versailles ou La figure du roi*, Paris, Albin Michel, 1999 ; *Id.*, Juliusz A. Chrościcki, Mark Hengerer (dir.), *Les funérailles princières en Europe, XVI^e-XVIII^e siècle*, Tome I « Le grand théâtre de la mort », Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2012.

2. Comme Diane Roussel a pu par exemple le faire à partir des violences criminelles dans sa thèse *Violences et passions dans le Paris de la Renaissance*, Seyssel, Champ Vallon, 2012.

3. Michèle Fogel, *op. cit.*

4. Daniel Roche, *Le Peuple de Paris*, *op. cit.*, p. 17-51 ; Christophe Charle et Daniel Roche (dir.), *Capitales culturelles, capitales symboliques : Paris et les expériences européennes, XVIII^e-XX^e siècles*, Paris, PUS, 2002, p. 9-22.

INTRODUCTION

ville. Sa dépendance aux pouvoirs du Secrétaire d'État à la Maison du roi, généralement nommé ministre de Paris, explique que la capitale soit un espace directement contrôlé par le pouvoir central et les officiers royaux. Outre la circulation des lettres, des dépêches ou des hommes entre la cour et la ville, des pratiques de don/contre-don entre les représentants du pouvoir royal et les autorités urbaines permettent non seulement de mesurer l'allégeance de ces dernières au souverain, mais également de faire en sorte que Paris reste une « bonne ville ». L'étude des réjouissances monarchiques dans la capitale permet, de surcroît, de mesurer les échanges matériels ou non, entre deux espaces plus complémentaires que contradictoires¹. Même si les manifestations de joie s'adaptaient et s'inspiraient de certaines festivités curiales, notamment sous l'impulsion de l'intendant des Menus-Plaisirs, il faut envisager la capitale comme une prolongation – ou un nouveau centre – du pouvoir monarchique, ce qui exige de penser les relations entre la cour et la ville comme l'a récemment fait Pauline Lemaigre-Gaffier, c'est-à-dire en termes de circulations, et non plus de contradictions². Par ailleurs, Paris est aussi un bon observatoire de ces relations parce que les autorités considéraient que le « peuple » de Paris restait une métonymie commode de l'ensemble des sujets du royaume. Même erronée, cette perception conserve tout son intérêt, dans la mesure où elle conditionnait les manières d'encadrer les manifestations de joie. Enfin, les débuts de la Révolution française en ses murs constituent l'un des moments les plus intéressants pour analyser les critiques et les manières d'interroger la légitimité du gouvernement. Espace d'approbation du pouvoir par excellence, la capitale fut aussi, de plus en plus, celui de l'interrogation du pouvoir monarchique.

Toutefois, si Paris demeure un observatoire particulièrement riche pour l'étude des réjouissances monarchiques et de la joie publique, il faut convenir que cette dernière contribue à une meilleure connaissance de l'histoire de la capitale. De la décision royale aux danses populaires, leur processus permet en effet de mettre en exergue un certain nombre de ses particularités institutionnelles et/ou juridictionnelles, à commencer par le Bureau de la Ville et la Lieutenance générale de police. L'organisation des réjouissances révèle ainsi bien des aspects méconnus de la subordination quasi totale du Bureau de la Ville de Paris au service de la royauté³. De même, leur encadrement policier permet de donner une nouvelle lumière au système policier de la capitale, notamment à travers le rôle incontournable du lieutenant général

1. Laurent Lemarchand, *Paris ou Versailles ? La monarchie absolue entre deux capitales, 1715-1723*, Paris, CTHS, 2014.

2. Pauline Lemaigre-Gaffier, *Administrer les Menus-Plaisirs du Roi.*, *op. cit.*, p. 334-335.

3. Laurence Croq, « La municipalité parisienne à l'épreuve des absolutismes : démantèlement d'une structure politique et création d'une administration (1660-1789) », dans L. Croq (éd.), *Le Prince, la Ville...*, *op. cit.*, p. 175-201.

INTRODUCTION

de police¹, ainsi que la collaboration entre les différentes institutions de la capitale, de la Maison du roi à l'armée. À travers les réjouissances, nous pouvons également approcher les contours d'une expérience urbaine particulière. Sa singularité doit beaucoup aux caractéristiques topographiques et professionnelles de la capitale. Les célébrations étaient en effet pensées en fonction des espaces de la capitale, ainsi qu'en fonction de sa population. Au-delà de la place de Grève, que l'histoire de la joie permet de faire un espace d'approbation officielle avant qu'elle ne soit une « figure de l'angoisse »², les places, les rues et les carrefours publics méritent d'être étudiés au prisme des mises en scène dont ils faisaient l'objet. Par ailleurs, outre leur spectacle, les réjouissances parisiennes permettent de mettre en exergue les caractéristiques professionnelles de la capitale, essentiellement fondées sur les corporations³. Or, les stratégies de bienfaisance, propres à établir les conditions d'une négociation tacite entre le pouvoir et les corps de métiers parisiens, contribuent non seulement à l'histoire de leurs rapports avec le pouvoir monarchique, mais aussi à celle de leurs représentations dans la capitale. Enfin, la participation de la population aux réjouissances révèle bien des aspects de cette opinion naissante dans la capitale⁴, d'autant que la proximité avec Versailles et les grandes institutions, à l'instar de la cour du Parlement justifia aussi que, dès la fin des années 1780, les manifestations de joie furent détournées au profit d'un autre discours politique.

Assurément, l'espace parisien offre un cadre inédit pour l'étude des réjouissances monarchiques et de la joie publique au XVIII^e siècle, tandis que celle-ci nourrit la connaissance de son histoire. Elle dépasse donc les quelques pages consacrées à ce sujet dans les ouvrages généraux de référence sur la capitale⁵, et s'inscrit davantage dans la perspective bibliographique des « Histoires de Paris » qui cherchait à synthétiser et à ouvrir de nouvelles pistes de recherches, ainsi qu'à restituer certaines conditions de l'expérience urbaine de la capitale⁶. Il est vrai qu'à l'instar de Sophie von La Roche, nous ne pouvons qu'admettre que le quotidien, subitement mis de côté, les sensations, ou encore l'imaginaire de la ville se révèlent grâce aux réjouissances publiques.

1. Vincent Milliot, *Un policier des Lumières*, suivi de *Mémoires de J. C. P. Lenoir, ancien lieutenant général de police de Paris écrits en pays étrangers dans les années 1790 et suivantes*, Seyssel, Champ Vallon, 2011 ; Nicolas Vidoni, « La Lieutenance générale de police et l'espace urbain parisien. Pratiques, savoirs et contrôle du territoire (1667-1789) », *Società e Storia*, n° 145-2014, 2015, p. 459-486.

2. Julie Allard, *La Généalogie d'une figure de l'angoisse. Formes, pratiques et représentations de la place de Grève (Paris, 1667-1789)*, thèse dactyl., sous la dir. des Prof. Pascal Bastien et Alain Cabantous, Université du Québec à Montréal et Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, 2008.

3. Steven Kaplan, « Idéologie, conflits et pratiques politiques dans les corporations parisiennes au XVIII^e siècle », *RHMC*, n° 49-1, 2002, p. 5-55.

4. Paolo Piasenza, « Opinion publique, identité des institutions, « absolutisme ». Le problème de la légalité à Paris entre le XVII^e et le XVIII^e siècles », *Revue Historique*, CCXC/1, n° 587, juillet-sept. 1993, p. 97-142.

5. Pour exemple Jean Chagniot, *Nouvelle Histoire de Paris, Paris au XVIII^e siècle*, Paris, Hachette, 1988, tome III, p. 414-416.

6. Thierry Belleguic et Laurent Turcot (dir.), *Les Histoires de Paris (XVI^e-XVIII^e siècle)*, Paris, Hermann, 2013, 2 tomes.

INTRODUCTION

Établir un corpus de documents

Pour ce faire, la difficulté principale était d'identifier des fonds, dans la mesure où les manifestations de joie publique, en dehors des cérémonies dont elles faisaient l'objet, n'en ont aucun d'attribué. Avoir la vue la plus large possible du sujet était donc une condition pour pouvoir restituer toute la complexité des réjouissances en tant que dialogue politique entre les représentants du roi, les élites et la population parisienne. Dès lors, la diversité des sources dépouillées exigea une rigoureuse sélection des documents. En effet, la nature profondément politique de notre sujet supposait de recourir aux archives produites par les autorités elles-mêmes. La série O¹ de la Maison du roi offrait d'abord l'occasion d'étudier les correspondances entre le secrétaire d'État, le prévôt des marchands, le lieutenant général de police et, d'une manière générale, avec l'ensemble des cours souveraines. Les lettres, mais aussi les notes de travail de l'intendant des Menus-Plaisirs, indiquaient les ambitions théoriques du pouvoir au sujet des réjouissances parisiennes, parfois quelques comptes mais rarement davantage. Les initiatives exceptionnelles du pouvoir royal, notamment en matière fiscale, exigeaient de consulter la série E du conseil d'État où étaient prises les décisions d'alléger la fiscalité quelques jours avant les réjouissances. Mais l'ensemble de ces dépouillements constitue finalement une part infime des recherches, puisque les autorités parisiennes assumaient la quasi-totalité de l'organisation et de l'encadrement des démonstrations de joie. Pour cela, les archives du Bureau de la Ville, contenues dans les séries H², K et KK, de 1715 à 1789, permettent de recourir aux délibérations du Bureau, aux comptes, devis, contrats, aux paiements des entrepreneurs et des artisans qui intervenaient sur le chantier des réjouissances. Seul un tel dépouillement est à même de faire revivre « l'obscur labeur accompli » dans les coulisses des célébrations, ce pour quoi Alain Corbin déplorait l'absence d'étude approfondie sur le sujet¹. C'est aussi grâce à ces documents que nous avons pu restituer tout un imaginaire coloré et bruyant de la joie publique. Mais si les Archives Nationales conservent la majorité de ces archives, la consultation des manuscrits de la Bibliothèque Historique de la Ville de Paris, inventoriés ou non, est intéressante ne serait-ce que pour confirmer ou nuancer certaines informations concernant la logistique des réjouissances. Par ailleurs, ces dernières étant l'objet d'une procédure institutionnelle, les registres du Conseil secret au Parlement civil nous permettent de comprendre le processus de réception et d'enregistrement des ordres royaux, ainsi que les délibérations et la production d'un arrêt de

1. Alain Corbin, Noëlle Gérôme et Danielle Tartakowsky (dir.), *Les usages politiques des fêtes aux XIX^e-XX^e siècles*, Paris, PUS, 1994, p. 28-29.

INTRODUCTION

règlement avec la collaboration du Parquet. Systématiquement dépouillés sur la période concernée, les registres de la cour souveraine devaient être complétés avec les notes de travail du procureur général au Parlement dans le fonds Joly de Fleury¹. Inventoriés en partie seulement, ces manuscrits révélaient comment la cour souveraine exerçait la « grande police » en matière de réjouissances. L'encadrement effectif des réjouissances incombait cependant aux officiers du Châtelet, c'est pourquoi le dépouillement de la série Y, aussi fastidieux que passionnant, permettait de mesurer le rôle des commissaires dans les litiges, les délits ou les crimes perpétrés au cours des réjouissances, même si les recherches furent particulièrement aléatoires. Il devait cependant être largement complété par les archives de la Bastille, dont les gazetins et les bulletins de sûreté offrent un écho, même biaisé, des discours sur la joie publique et de la surveillance des inspecteurs de police. Dans la même perspective, les archives des gardes-françaises conservées au Service Historique de la Défense donnent un bon aperçu de l'encadrement policier et militaire des réjouissances monarchiques. Par ailleurs, les multiples juridictions dans la capitale exigeaient de consulter la série Z, très utile pour l'étude de certaines corporations dépendantes du Bureau de la Ville ou le traitement juridique de certaines déviances sur ces territoires.

Mais l'organisation et l'encadrement des réjouissances ne constituent qu'une partie de notre sujet, c'est pourquoi il était nécessaire de trouver des sources susceptibles de nous faire approcher les manières de répondre aux exigences du pouvoir et de manifester de la joie dans l'espace public. En dehors des sources policières, qui ne nous révèlent qu'une vision partielle de la participation des sujets, des chansons dont les corpus dépendaient toujours d'une sélection particulière, la plupart des documents conservés étaient naturellement issus d'institutions qui manifestaient leur joie par convenance. Ce fut notamment le cas pour les dépouillements des fonds de la juridiction consulaire ou de la Comédie-Française. Le recours aux ego documents était alors impératif pour approcher les manières personnelles de voir les réjouissances et parfois de les vivre. Mais, encore une fois, la plupart des journaux, chroniques, mémoires, ainsi que des correspondances, n'offraient que l'expérience des membres de la bourgeoisie et de la noblesse. De même, les très nombreux témoignages imprimés de la joie officielle restaient toujours de l'ordre d'un discours conformiste auquel les auteurs, comme les lecteurs, n'adhéraient peut-être pas par conviction. Si, finalement, toutes les sources de notre corpus n'offraient qu'une vision biaisée des démonstrations de joie parisiennes, elles contribuent toutefois à définir les contours d'une politique de la joie publique.

1. Reynald Abad, « Le fonds Joly de Fleury comme source de l'histoire du Roannais et du Forez », dans Philippe Castagnetti (dir.), *Images et pratiques de la ville (vers 1500 – vers 1840)*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2006 [2003], p. 174-189.

INTRODUCTION

Au gré de la conservation en archives, la période de 1715 à 1789 offre 88 occasions de réjouissances monarchiques. Il s'agit précisément de trois débuts de règne, dont une Régence et deux sacres, huit mariages, quatorze naissances, cinq convalescences, douze réceptions dans la ville, dont trois entrées royales, quarante et une victoires, quatre paix et une inauguration de statue royale. La totalité de ces occasions ne correspond pas à tous les événements dynastiques, ni même militaires, au cours des règnes de Louis XV et de son petit-fils Louis XVI. En effet, certains ne faisaient pas l'objet de réjouissance publique, comme les naissances de princesses cadettes, quand d'autres sont dans l'oubli, faute d'archives. En dépit de son incomplétude, ce corpus d'événements permet de mettre en lumière l'extraordinaire effervescence qui caractérise les réjouissances monarchiques au XVIII^e siècle, que celle-ci soit politique, économique ou culturelle.

À l'instar d'une politique du rire qui ne cesse d'inspirer les historiens¹, cette étude contribue à une politique de la joie. Pour cela, la première partie est nécessairement plus institutionnelle et soulève la question d'une fabrique de la joie publique à travers la décision, l'organisation et l'encadrement des réjouissances monarchiques. Tout en mettant en exergue le besoin du gouvernement d'être célébré et approuvé par les manifestations de joie des Parisiens, cette première partie met au jour tout un système de réseaux et de circulations des hommes, des informations et du matériel entre Versailles et la capitale. De surcroît, elle permet de penser la fabrication d'une norme de la joie publique, autant fondamentale au bon déroulement des réjouissances qu'à l'encadrement policier général dans la capitale. Mais décréter ne suffit pas à susciter des manifestations de joie, c'est pourquoi la seconde partie s'attache à expliquer tous les moyens dont disposait le pouvoir pour obtenir l'assentiment de la population au cours des réjouissances, même si tous les dispositifs procédaient constamment d'une vision élitiste des Parisiens. Les réjouissances s'avèrent, en effet, être un excellent point d'observation de la mise en spectacle des élites urbaines dans l'espace public. En plus d'analyser ce processus, il convient d'étudier tous les supports de communication qu'utilisait le pouvoir pour persuader de la légitimité d'être célébré. Constamment, celui-ci envisageait ses rapports avec les sujets au prisme d'un vaste don/contre-don dont il faut questionner les modalités et les termes d'une négociation sous-jacente. Il était la preuve qu'en dépit de leur inexistence théorique dans la vie politique, les sujets prenaient part à la vie politique à travers leurs manifestations de joie publique. C'est précisément cette intervention qui légitime de réfléchir aux

1. Élisabeth Bourguinat, *Persifler au siècle des Lumières : histoire du mot « persiflage », 1734-1789*, Paris, Creaphis éditions, 2016 [1998] ; Pierre Serna (dir.), *La politique du rire : satires, caricatures et blasphèmes, XVI^e-XXI^e siècles*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2015 ; Antoine de Baecque, *Les éclats du rire. La culture des rieurs au XVIII^e siècle*, Paris, Calmann-Lévy, 2000.

INTRODUCTION

réponses que formulaient les sujets aux exigences du pouvoir. C'est l'objet de la troisième partie, qui montre que les Parisiens participaient autant, sinon plus, par obéissance qu'avec spontanéité. Si certaines manifestations de leur joie signifiaient parfois bien plus que l'acclamation du pouvoir, leur conviction est davantage perceptible dans les manières de s'approprier les codes de la joie publique. À la limite du conventionnel et de l'authentique, la démarche révèle de nombreux comportements particulièrement intéressants pour l'histoire culturelle de la capitale. Mais l'appropriation des codes de la joie pouvait tout aussi bien impliquer leur détournement, subtil processus qui permettait de critiquer le pouvoir sans toutefois le désavouer. Enfin, la transgression des normes de la joie publique au cours du dernier tiers du siècle conduit à penser l'évolution d'un devoir vers un droit de se réjouir, dessinant de fait les contours d'un nouveau dialogue entre gouvernants et gouvernés.

PREMIÈRE PARTIE

Aux origines politiques, légales et économiques de la joie publique

Décider des réjouissances la mécanique d'une joie décrétée

À l'origine des réjouissances publiques, un long processus décisionnel et informatif mobilisait de nombreux réseaux humains et institutionnels entre le centre du pouvoir à Versailles et la capitale parisienne. Considérer le pragmatisme de la démarche politique, entre les grandes institutions du royaume et les gestes de joie, autant convenus que possiblement authentiques, implique de mettre au jour une véritable mécanique légaliste capable d'ordonner dans l'espace public les manifestations d'une émotion de joie de nature strictement monarchique¹. Dans cette perspective, la circulation de l'information officielle, des couloirs du château de Versailles jusqu'à la place de Grève à Paris, doit être pensée en termes de circulations et de communication, privée ou publique². À la différence de l'information, la communication se définit par tout ce qui lie l'émetteur au récepteur³, et l'une de ses caractéristiques est que tous ses modes s'entremêlent et ne sont jamais isolés les uns des autres⁴. Il s'agit donc de reconstituer, aux prémices de la joie publique, les dynamiques de cette communication essentielle au pouvoir monarchique, ce qui implique de saisir la matérialité de ses réseaux, tout en prêtant attention aux intermédiaires, à l'aléatoire comme à l'urgence⁵. Des lettres royales aux ordonnances affichées sur les maisons des commissaires, une perspective multiscalaire, de la Maison du roi aux colporteurs dans les rues de Paris, s'impose également. Il s'agit donc d'une réflexion qui cherche à savoir comment s'instaure et se vit, à travers les réjouissances, la reconnaissance mécanisée du pouvoir⁶.

1. Jean Nagle, *La civilisation du cœur. Histoire du sentiment politique en France du xiv^e au xix^e siècle*, Paris, Fayard, 1998, p. 275-296.

2. Pierre-Yves Beaurepaire et Héroïse Hermant (dir.), *Entrer en communication : de l'âge classique aux Lumières*, Paris, Classiques Garnier, 2012, p. 7-27.

3. *Ibid.*, p. 11.

4. Robert Darnton, « An early Information Society: News and the Media in Eighteenth Century Paris », *The American Historical Review*, vol. 105, n° 1, fév. 2000, p. 1-35.

5. Pierre-Yves Beaurepaire et Héroïse Hermant (dir.), *op. cit.*, p. 20-21.

6. Fanny Cosandey, « Instituer la toute-puissance ? Les rapports d'autorité dans la France d'Ancien Régime », *Tracés, Revue des Sciences humaines*, n° 17, 2009, p. 39-54.

AUX ORIGINES DE LA JOIE PUBLIQUE

CRÉER L'ÉVÉNEMENT OU L'IDÉE DE CONJOUISSANCES

À l'origine du processus des réjouissances, les textes de l'information relèvent d'une procédure legaliste qui établissait les structures d'une communication entre le roi et ses sujets¹. En tout premier lieu, la lettre royale, bien connue grâce aux travaux de Michèle Fogel², annonçait l'événement à célébrer tout en ordonnant les réjouissances attendues. Point de départ des « cérémonies de l'information », la lettre royale n'explique pas pour autant pourquoi le souverain exigeait de la part de ses sujets des gestes de joie dont seule la répétition, tout au long du siècle, semble poser la procédure comme une évidence. Au XIX^e siècle, des chartistes ont analysé la clause exécutoire, nécessaire à l'authenticité de l'acte légal du roi³, formulée par le traditionnel « Car tel est notre plaisir » et en ont conclu que la volonté royale, réduite à l'euphémisme de son « plaisir », constituait théoriquement la source de la loi dans le droit public⁴. Certes, à l'image de n'importe quelle décision royale, la joie publique relevait de la législation royale mais c'était, encore une fois, faire l'impasse sur les raisons profondes d'un tel processus politique.

Écrite par un commis de la chancellerie, ensuite visée par le chancelier⁵, la lettre royale est le premier document contenant les termes exacts d'un « faire savoir »⁶ particulièrement précieux pour l'État parce que chaque événement heureux de la Couronne relevait de ce que Stéphane Haffemayer appelle le « niveau supérieur de l'information »⁷. Avec d'amples lettres aux contours épaissis, les premiers mots « DE PAR LE ROI » relèvent, selon Michèle Fogel, d'une stratégie de l'État destinée à imposer la reconnaissance de son autorité, avant même la connaissance de l'information⁸. Au cours du siècle, le corpus de 69 lettres, à l'occasion de deux sacres, sept mariages, quatorze naissances, cinq convalescences, trente-sept victoires et quatre signatures de paix, montre que toutes exigent le chant d'un *Te Deum* et, parfois, l'ordre explicite de faire quelques réjouissances. En exigeant des

1. Paolo Piasenza, « Opinion publique, identité des institutions, "absolutisme". Le problème de la légalité à Paris entre le XVII^e et le XVIII^e siècle », *Revue Historique*, CCXC/1, n° 587, juillet-sept. 1993, p. 97-142; Veronika Novák, *Nouvelles, pouvoir et société. La circulation des informations à Paris à la fin du Moyen Âge*, Budapest, Gondolat, Infonia, 2007.

2. Michèle Fogel, *Les cérémonies de l'information dans la France du XVI^e au XVIII^e siècle*, Paris, Fayard, 1989.

3. François Saint-Bonnet, Yves Sassier, *Histoire des institutions avant 1789*, Paris, Montchrestien, 2006 [2004], p. 357.

4. Louis de Mas-Latrie, « De la formule "Car tel est notre plaisir" dans la chancellerie française », *Bibliothèque de l'école des Chartes*, 1881, vol. 42, p. 560-564; Gabriel Demante, « Observations sur la formule "Car tel est notre plaisir" dans la chancellerie française », *Bibliothèque de l'école des Chartes*, 1893, vol. 54, p. 86-96.

5. *Mémoires du duc de Luynes sur la cour de Louis XV (1735-1758)*, publiés sous le patronage de M. le duc de Luynes par MM Dussieux et Éd. Soulié, 1860-1865, tome V, p. 479.

6. Michèle Fogel, *op. cit.*, p. 16.

7. Stéphane Haffemayer, *L'information dans la France du XVII^e siècle. La Gazette de Renaudot de 1647 à 1663*, Paris, Honoré Champion, 2002, p. 301-382.

8. Michèle Fogel, *op. cit.*, p. 109.

DÉCIDER DES RÉJOUISSANCES

prières et le chant d'un *Te Deum*, le monarque exprimait tout d'abord sa reconnaissance envers Dieu pour la protection qu'il semblait lui accorder à chaque événement heureux. Recevoir de Dieu et partager la joie, au travers d'un *Te Deum* et de quelques réjouissances avec les sujets, tel était le fond de toute lettre royale, comme l'est d'ailleurs l'idéologie monarchique¹. Il est toutefois erroné de considérer que le roi *exigeait* ainsi des réjouissances de la part de ses sujets. L'analyse des lettres royales invite au contraire à y voir les termes d'une convergence émotionnelle entre la joie du souverain et celle de tous ses sujets. Par exemple, à l'occasion de la naissance du dauphin en 1729, Louis XV évoque la naissance comme un bienfait divin qui, « en comblant [ses] vœux et Ceux de [ses] peuples, [...] assure le bonheur de [l']État »². En 1781, pour la naissance du dauphin, le réquisitoire de l'avocat général Antoine Louis Séguier reprenait les termes de la lettre en énonçant qu'il fallait « rendre à Dieu publiquement des actions de grâces sur un événement aussi intéressant pour le Roi et pour la Nation et aussi heureux pour le Royaume »³. En réalité, si le monarque n'exigeait pas les réjouissances mais les ordonnait dans l'espace public, par l'intermédiaire des autorités urbaines auxquelles il s'adressait, c'est bien parce que, du point de vue de la monarchie, il ne pouvait exister de dissociation entre la joie du souverain et celle de ses sujets. En cela, l'événement favorable à la Couronne présupposait déjà une joie naturelle et spontanée des sujets dès lors que l'information leur était communiquée. En ce sens, le souverain n'exigeait donc pas des manifestations de joie mais ordonnait les conditions législatives et matérielles pour que la joie des sujets puisse librement – c'est-à-dire légalement – s'exprimer dans l'espace public. En même temps qu'elles informaient, les lettres royales libéraient, théoriquement, la capacité des sujets à se réjouir naturellement avec leur souverain. Ainsi, l'existence des réjouissances publiques restait tributaire d'un principe inhérent à la monarchie de droit divin, celui de devoir, de pouvoir se « conjouir » avec le monarque après que Dieu eut manifesté sa grâce pour le régime. Défini comme « la marque que l'on donne à quelqu'un de la joie que l'on a d'un bonheur qui lui est arrivé »⁴, le terme de « conjouissances » contient donc les prémices des réjouissances.

Créer l'objet de la joie publique revenait donc à informer d'un événement qui devait, spontanément, conduire au partage et aux gestes de l'émotion de joie. Chaque lettre royale, à l'origine, devait « créer ou recréer le sentiment d'une unité », écrit Michèle Fogel parce que la cohésion politique du royaume reposait sur ce partage des sentiments entre le monarque et ses

1. Arlette Jouanna, *Le pouvoir absolu. Naissance de l'imaginaire politique de la royauté*, Paris, Gallimard, 2013, p. 282-312.

2. AN, O¹ 73, p. 377.

3. AN, X^{1a} 8453, f^o 543-544.

4. *Dictionnaire de l'académie française*, Tome I, 1762, p. 368.

AUX ORIGINES DE LA JOIE PUBLIQUE

sujets¹. Aucun autre document ne pouvait enclencher la mécanique de la joie publique qui mobilisait, désormais, les institutions de la Maison du roi et les autorités de la capitale.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE LA MAISON DU ROI, PREMIER MINISTRE DES RÉJOUISSANCES

Si l'organisation de joie publique relevait des fonctions régaliennes, elle nécessitait le dynamisme et la diligence du secrétaire d'État de la Maison du roi². Sa première fonction était de consigner les ordres du roi et de les envoyer aux principaux agents du royaume. La série O¹ des Archives nationales est largement constituée de sa correspondance avec les cours souveraines, les premiers présidents, gouverneurs, intendants et évêques du royaume³. Après les séances privées avec le roi ou au Conseil d'En-haut, ses bureaux devaient notifier les décisions royales, en rédiger les copies nécessaires et en assurer l'expédition. Chacun des événements de notre corpus pourrait être cité en exemple : ainsi par exemple, le duc de La Vrillière expédia toutes les lettres du 4 août 1721, informant chacune des autorités du royaume de la guérison royale⁴. Aux cours souveraines, intendants, évêques et Grands du royaume, le travail du ministre se limitait cependant à expédier la lettre royale.

Ce statut de « secrétaire en commandement »⁵ est davantage perceptible lorsque le roi était en campagne militaire. Dans ce cas, le souverain donnait les pleins pouvoirs au ministre pour signer toutes les expéditions concernant les affaires militaires au nom de Sa Majesté. Ce fut par exemple le cas du 3 mai au 13 novembre 1744, lorsque Louis XV suivait les batailles en Flandres. Également présent, le secrétaire d'État administrait directement les réjouissances dans le royaume pour les victoires militaires de Sa Majesté. Par exemple, Maurepas dut administrer à distance la réception du dauphin dans la capitale en juillet 1744⁶, en transmettant les ordres du roi, autant pour sa route que pour son dîner à l'Hôtel de Ville⁷.

En temps de guerre, toutefois, le secrétaire d'État de la Maison du roi n'était pas le seul à pouvoir se préoccuper des réjouissances, puisque le ministre de la Guerre pouvait aussi requérir quelques marques de joie publique. Très rarement en effet, lorsque les généraux remportaient une

1. Michèle Fogel, *op. cit.*, p. 366-367.

2. Jacqueline Boucher, « L'évolution de la Maison du roi : des derniers Valois aux premiers Bourbons », *XVII^e siècle*, n° 137, oct-déc. 1982, p. 359-379.

3. Voir par exemple les cartons AN O¹ 59 à O¹ 277.

4. AN, O¹ 65, p. 175-177.

5. Bernard Barbiche, *Les institutions de la monarchie française à l'époque moderne, XVII^e-XVIII^e siècles*, Paris PUF, 2001 [1999], p. 184.

6. AN, O¹ 277, p. 70-75.

7. AN, K 1007, f° 68.

DÉCIDER DES RÉJOISSANCES

victoire, ils suggéraient un *Te Deum* et des réjouissances publiques après le récit de leur victoire. Le maréchal de Noailles en 1744 écrit par deux fois au comte d'Argenson, alors ministre de la Guerre depuis 1743, pour demander au roi que l'on fête ses victoires, une première fois pour le comté de Nice en avril 1744 puis une seconde en août pour le recul des troupes autrichiennes. L'argument dans ses lettres est que les réjouissances produiraient « un très bon effet, tant pour les peuples de Sa Majesté que par rapport à ses ennemis »¹. L'influence du comte d'Argenson n'était pas étrangère à cette demande². En septembre 1745, alors qu'il répondait au maréchal de Maillebois sur sa victoire de Parme et de Plaisance, le ministre prévoyait bientôt des réjouissances mais « c'est cependant un article sur lequel j'ai besoin d'une décision formelle du Roi avant que de l'annoncer positivement »³, écrit-il. La décision revenait certes au souverain, mais elle devait aussi être contresignée par le secrétaire d'État de la Maison du roi⁴. Ce dernier conservait, sans exception, le monopole de la transmission des ordres du roi pour chacune des réjouissances publiques. C'est notamment ce qui justifiait qu'il soit également considéré comme le « ministre de Paris ».

En effet, le Secrétaire d'État de la Maison du roi recevait aussi les attributions de l'administration générale de la capitale, ce qui explique notamment sa collaboration avec le lieutenant général de police⁵. Chargé des relations avec la municipalité parisienne, le ministre était, de surcroît, amené à correspondre très souvent avec le prévôt des marchands ou, plus généralement, avec le gouverneur de Paris. L'heure et la date des compliments de la Ville étaient déterminées par lui et faisaient l'objet d'une lettre particulière au prévôt des marchands⁶. Sur ordre du roi, il déterminait les jours attribués aux réjouissances. En juillet 1728 par exemple, le comte de Maurepas avait prévu une lettre destinée au duc de Gesvres pour lui signifier que le *Te Deum* et le feu d'artifice n'auraient lieu que le troisième jour. Au haut de la page, le ministre avait noté au crayon que cette lettre ne partirait que dans le cas de la naissance d'un prince⁷. En tant que « ministre de Paris »⁸, le secrétaire d'État était amené à répondre à de nombreuses questions au sujet de l'organisation des réjouissances, au même titre qu'il réglait les contentieux entre la Ville et le Châtelet, notamment sur la question des échafauds⁹. Son double statut de secrétaire en commandements

1. *Correspondance de Louis XV et du maréchal de Noailles*, Paris, éd. C. Rousset, 1865, vol. II, p. 136.

2. Yves Combeau, *Le comte d'Argenson (1696-1764), ministre de Louis XV*, Paris, École des chartes, 1999, p. 128-137.

3. Cité par Michèle Fogel, *op. cit.*, p. 256.

4. AN, O¹ 89, p. 324-325.

5. *Lettres de M. de Marville lieutenant général de police au ministre Maurepas (1742-1747)*, publiés par A. de Boislisle, 3 vol., Paris, Honoré Champion, 1896-1905.

6. AN, K 1004, f^o 11, pour le rétablissement de Louis XV en août 1721.

7. *Ibid.*, f^o 201.

8. Bernard Barbiche, *op. cit.*, p. 247-251.

9. AN, O¹ 277, p. 32-39.

AUX ORIGINES DE LA JOIE PUBLIQUE

et de ministre de Paris, même s'il était indissociable dans son ministère, lui donnait un pouvoir quasi omniscient sur ce qu'il convenait ou non de faire pendant les réjouissances. C'est à ce titre que le secrétaire d'État était consulté par le souverain. Ainsi en 1781, aussitôt le dauphin né, Louis XVI aurait demandé au comte de Maurepas ce qu'il convenait de faire comme réjouissances. Selon le libraire Hardy, le ministre aurait préconisé les traditionnelles illuminations et quelques distributions, mais que les réjouissances devaient être renvoyées aux célébrations de la paix¹.

Intermédiaire fondamental entre le souverain et les autorités du royaume, le secrétaire d'État de la Maison du roi était le premier transmetteur des informations et des décisions royales auprès des autorités parisiennes. La lettre royale créait, certes, l'événement mais elle augurait aussi une intense communication réticulaire entre Versailles et Paris.

ENTRE VERSAILLES ET PARIS : DE L'INFORMATION À LA COMMUNICATION

L'information officielle était diffusée à toutes les autorités parisiennes, du gouverneur au greffier de la ville, en passant par la cour souveraine, le Bureau de la Ville et le Châtelet. Sa valeur politique se percevait autant dans la manière dont elle est enregistrée puis traitée, que dans les rétributions dont elle faisait l'objet. Elle s'inscrit en cela dans un processus de communication de Versailles à Paris et des autorités aux sujets.

De l'importance du gouverneur de Paris

Les réjouissances étant initiées par le roi, il incombait donc au représentant de Sa Majesté, le gouverneur, d'en officialiser la préparation. À ce titre, le gouverneur usait de prérogatives royales, notamment lorsqu'il s'agissait d'informer les autorités urbaines, ou d'approuver certaines initiatives du corps de ville². À l'occasion du mariage de 1725, par exemple, le duc de Gesvres adressa une note à Nicolas Lambert, alors prévôt des marchands³ : « Il y aura Monsieur à la Ville un feu d'artifice à neuf piliers le

1. BNF, Fr., Ms 6684, Hardy, *Mes loisirs ou journal d'événements tels qu'ils à ma connoissance (1753-1789)*, tome V, p. 41-43.

2. Sur cette question, voir l'introduction de l'ouvrage de Daniel Aznar, Guillaume Hanotin et Niels F. May (éd.), *À la place du roi. Vice-rois, gouverneurs et ambassadeurs dans les monarchies française et espagnole, XVI^e-XVIII^e siècles*, Madrid, Coll. de la Casa de Velasquez, 2014, p. 1-13.

3. Le duc de Gesvres (1692-1757) était le fils aîné du précédent gouverneur le duc et pair de Tresmes. Premier gentilhomme de la chambre en survivance, le duc de Gesvres était aussi brigadier de Cavalerie depuis 1719. Jean Duquesne, *Dictionnaire des gouverneurs de province sous l'Ancien régime : novembre 1315-20 février 1791*, Paris, Christian, 2003, p. 200.

DÉCIDER DES RÉJOUISSANCES

jour du *Te Deum* qui sera samedi huit septembre vous pouvez prendre vos mesures sur ce que je vous mande [...] »¹. Lien entre la cour et la ville, le gouverneur était très souvent l'intermédiaire privilégié du Secrétaire d'État de la Maison du roi. Ainsi le 17 juillet 1728, une lettre de Maurepas lui indiquait que dans le cas de la naissance d'un prince, le *Te Deum* et le feu d'artifice ne devaient avoir lieu que le troisième jour des réjouissances et qu'il devait en informer le corps de ville². Quelques jours plus tard, le gouverneur reçut une note rapide de l'évêque de Beauvais l'informant de la part de Maurepas des premières douleurs de la reine³. Et le 28 juillet au matin, le duc de Gesvres prit la plume pour informer la Ville de la naissance de Madame Troisième⁴, information exclusive que l'on retrouve dans les notes du Bureau de la Ville⁵.

Une fois l'information transmise, un système de navettes entre les autorités parisiennes et le gouverneur s'établissait rapidement. Le Bureau lui soumettait un projet auquel il répondait par de brefs commentaires en marge. Pour la convalescence de Louis XV en août 1728, le prévôt des marchands adressa au duc de Gesvres une liste de proposition sur les réjouissances à venir⁶. Ainsi, à l'initiative d'organiser les réjouissances, le gouverneur approuvait-il par un « bon » sur la marge de gauche, matérialisant ainsi l'accord du roi sur des propositions qui relevaient, légalement, des ordonnances royales. Lorsqu'en novembre 1728, les notes du Bureau de la Ville proposaient « On fera illuminations [*sic*] et on mettra fontaines de vin chez Monsieur le Prévôt des Marchands, Messieurs les Échevins, Procureur, Greffier, et Receveur », le duc apposa « bon » en marge. Par la suite, lorsque les notes précisaient « on fera une décharge de boîtes et de canon le matin, une pendant le *Te Deum*, une pendant le soir avant d'allumer le feu et tirer les fusées », le duc approuva par un « Très bien ». Le Bureau proposait un feu de fagots, « à merveille », répondit le duc ; une quarantaine de douzaines de fusées seraient tirées place de Grève, « fort bien », écrit-il, et lorsque le prévôt expliquait que lors du dîner à l'Hôtel de Ville, les convives boiraient à la santé du roi, le duc de Gesvres acquiesça par « Il faut boire beaucoup à la santé du roi ». En plus d'incarner la représentation de la majesté royale, le gouverneur contribuait largement à concrétiser les gestes de la joie des sujets. Intermédiaire fondamental dans la circulation des informations officielles, le gouverneur veillait donc particulièrement à toute l'organisation matérielle lors de la venue du roi ou d'un membre de la famille royale. Ses lettres indiquaient tout autant une correspon-

1. AN, K 1004, f° 127.

2. *Ibid.*, f° 201.

3. *Ibid.*, f° 202.

4. *Ibid.*, f° 203.

5. *Ibid.*, f° 204.

6. *Ibid.*, f° 4.

dance active avec les membres de la cour que son dynamisme personnel. Le meilleur exemple en est la réception du dauphin Louis en juillet 1744. Le 1^{er} juillet, le duc de Gesvres écrivait au comte de Charolais, espérant que ses propres officiers prépareraient le repas du dauphin¹ ; le surlendemain, le comte rassura le duc en l'informant que ses officiers de la bouche et du gobelet iraient bien travailler à l'Hôtel de Ville². Par ailleurs, le duc écrivit au duc de Fleury, lui demandant permission de retirer des magasins de la ville les lustres et girandoles nécessaires à la réception du dauphin³.

L'information du gouverneur se confondait très souvent avec les ordres dont il était porteur. Tout en représentant la majesté royale, il était un intermédiaire pragmatique entre les exigences de la Maison du roi et l'organisation des réjouissances au Bureau de la Ville. L'intendant, souvent considéré comme son second en province, était en revanche plus effacé dans la capitale⁴. S'il recevait, à l'instar de toutes les autres autorités urbaines, une lettre de la Maison du roi l'informant de la cérémonie du *Te Deum*⁵, l'intendant n'apparaissait pourtant jamais dans l'organisation et les préparatifs des réjouissances, puisque la Maison du roi correspondait directement avec le gouverneur, le Parlement, la Ville et le Châtelet de Paris.

*Gens du roi et premier président :
informer une cour souveraine*

La correspondance du secrétaire d'État témoigne de la diffusion de l'information monarchique, le jour même de l'événement, à l'ensemble des magistrats, des gens du roi jusqu'à la cour des aides. Or, le Parlement, première cour souveraine ayant seule un droit réglementaire en matière de réjouissances publiques, son information faisait l'objet d'un intérêt particulier, ce qui permet, par ailleurs, d'envisager un aspect de son rôle extrajudiciaire⁶. En tant que détentrice de la « grande police », la première cour souveraine conservait, en effet, un rôle fondamental dans le processus informatif des nouvelles officielles en s'inscrivant au cœur d'une logique réticulaire, du Secrétaire d'État au lieutenant général de police. Dans les registres du Conseil secret, l'institution transformait alors l'information

1. AN, K 1007, f° 40.

2. *Ibid.*, f° 45.

3. *Ibid.*, f° 52.

4. Michel Antoine, « Genèse de l'institution des intendants », *Journal des savants*, 1982, p. 283-317 ; Jean Duquesne, *Dictionnaire des gouverneurs de province*, Paris, Éditions Christian, 2002, p. 34 ; Françoise Martin, « L'intendance de Paris » dans Yves Durand (dir.), *Les Institutions parisiennes à la fin de l'Ancien Régime et sous la Révolution française. Actes du colloque du 13 octobre 1989*, Paris, 1990, p. 29-58 ; Geneviève Gille et Georges Weill, *Les Archives de l'Île de France*, Paris, 1989, p. 49-50.

5. AN, O¹ 69, f° 252.

6. Philippe Payen, *Les arrêts de règlement du Parlement de Paris au XVIII^e siècle. Dimension et doctrine*, Paris, PUF, 1997, p. 38-52.

DÉCIDER DES RÉJOISSANCES

en nouvelle officielle, notamment grâce aux gens du Roi, véritables traits d'union entre la cour et le Parlement¹.

Tout au long du siècle, les gens du roi conservèrent un rôle primordial dans l'information de la cour souveraine². Lorsque celle-ci était déjà assemblée et au travail, c'étaient eux qui introduisaient le grand maître des cérémonies, porteur de la lettre de cachet royale. Par exemple, dans l'arrêt du 7 septembre 1725, à l'occasion du mariage de Louis XV, le greffier nota « les gens du Roi sont entrés et M. Pierre Gilbert de Voisins l'un des avocats dudit Seigneur portant la parole a dit à la cour que le grand maître des cérémonies était à la porte du parquet qui apportait une lettre de cachet du roi pour faire part à la compagnie de son mariage [...] ». ³. Il n'est pas anodin que ce soit un avocat du roi qui introduise le grand officier de la Couronne, en l'occurrence Thomas de Dreux-Brezé, auprès des magistrats, puisque la mention « portant la parole » fait référence à la parole royale dont l'avocat général se faisait le transmetteur exclusif. Au nom du Parquet, il introduisait ainsi les intérêts de la royauté dans l'enceinte de la cour souveraine. C'est donc logiquement qu'ils aient été les porteurs indirects des informations monarchiques et des « ordres du Roi » contenus dans ce qu'ils nommaient la « lettre de cachet ». Les registres conservent précieusement ce document qui conférait à la cour toute sa légitimité réglementaire. La lettre, appelée aussi « lettre close », y était systématiquement intégrée parce que son enregistrement garantissait la réception et une certaine instantanéité avec l'exigence monarchique.

Placé parmi les conseillers assis et couverts, le grand maître des cérémonies présentait la lettre de cachet à l'avocat général qui la lisait, sans protocole particulier, précisément parce que la présence du Parquet, surtout du procureur général, suffisait à rappeler les intérêts du roi. Une fois la lecture terminée, le premier président lui demandait l'heure et le jour du *Te Deum*, après quoi ce dernier assurait au grand officier que « la Cour obéirait aux ordres du Roi ». Invariablement, la formule confirmait l'appropriation du « faire savoir » monarchique par l'institution parlementaire. Les ordres, désormais, relevaient du Parlement. En la matière, la première cour souveraine n'échappait pas à l'exigence de l'urgence qui caractérisait la circulation de l'information monarchique. Si l'événement survenait un dimanche ou en cas d'impossibilité de réunir la Grand-Chambre, comme en période de vacances, le premier président ou, le cas échéant, le président du Parlement recevaient personnellement l'infor-

1. Françoise Hildesheimer et Monique Morgat-Bonnet, *État méthodique des archives du Parlement de Paris*, Paris, Archives Nationales, 2001, p. 41-50.

2. Voir à ce propos les actes du colloque de Caroline Le Mao (dir.), *Hommes et gens du Roi dans les Parlements de France à l'époque moderne*, Pessac, MSHA, 2001 ; Jacqueline David, « La participation des gens du Roi à la police du royaume », dans Jean-Marie Carbasse (dir.), *Histoire du Parquet*, Paris, PUF, 2000, p. 105-138.

3. AN, X^{1a} 8446, f° 560-563.

mation¹. Pour la naissance du dauphin en septembre 1729, l'information n'avait pu directement être transmise car c'était un dimanche². Le lendemain, le premier président Antoine Portail informa les magistrats qu'il avait reçu la veille, à cinq heures du matin, la lettre du secrétaire d'État au sujet de la naissance, intimant l'ordre d'en faire part à la cour dès le lundi. Sur-le-champ, le magistrat ordonna que la cloche du Palais sonnât dans l'instant, puis il manda en son nom le lieutenant général de police et le prévôt des marchands pour prendre toutes les mesures nécessaires aux réjouissances, et les convoqua le lendemain au parquet pour recevoir les ordres de la cour. Il s'agit donc bien là aussi du pouvoir d'un homme du roi, intermédiaire primordial entre la monarchie, la compagnie et les juridictions policières et urbaines, rappelant de fait son pouvoir délibératif en matière de réjouissances³. Le premier président faisait certes partie des premiers informés, mais il restait le premier représentant du Parlement, tandis que le chef du parquet, de par son rôle d'intermédiaire avec la Maison du roi, concentrait davantage d'informations.

En effet, en tant que chef du parquet et défenseur des intérêts royaux, le procureur général au Parlement devait recevoir, amender puis transmettre tous les textes de lois, du règlement aux ordonnances. Les réjouissances, exigées par le souverain tenaient donc une place importante dans le travail du procureur. Dans le fonds d'archives de la collection Joly de Fleury, les notes de travail de Guillaume-François Joly de Fleury⁴ permettent de comprendre pourquoi le procureur général était un point central dans la circulation des informations⁵. L'étendue et l'interdépendance de ses responsabilités expliquent qu'il cherchât constamment à atteindre l'omniscience en ce domaine. Il était personnellement prévenu, notamment dans le cas des naissances princières. Dans la matinée du 26 août 1750, Joly de Fleury reçut en son hôtel rue Saint-Guillaume une note l'informant de l'accouchement de la dauphine puis, un peu plus tard, une nouvelle note annonçant la naissance de Marie-Zéphyrine de France⁶. À partir de là, le procureur savait exactement qui était informé, quand et par qui. De même, en cas de maladies dans la famille royale, le chef du Parquet recevait les bulletins de santé un à un. La petite vérole du dauphin en août 1752 fut ainsi scrupuleusement suivie par le chef du Parquet, grâce à de petits billets rédigés à la hâte par le médecin personnel du dauphin⁷. Le procureur général au Parlement

1. AN, O¹ 73, f° 378.

2. AN, X^{1a} 8452, 523-531.

3. BNF, Joly de Fleury, vol. 80, dossier 810, f° 2-4.

4. David Feutry, *Guillaume-François Joly de Fleury (1675-1756), un magistrat entre service du roi et stratégies familiales*, Paris, École des Chartes, 2011.

5. Olivier Chaline, « Le procureur général dans la ville : Godart de Belbeuf à Rouen », Josette Pontet (dir.), *Des hommes et des pouvoirs dans la ville, XIV^e-XX^e siècles*, Talence, CESURB Histoire, 1999, p. 135-152.

6. BNF, Joly de Fleury, vol. 282, dossier 2923, f° 404 et 405.

7. BNF, Joly de Fleury, vol. 298, dossier 3174, f° 57-60.

DÉCIDER DES RÉJOUISSANCES

n'était donc pas seulement un homme de loi, il concentrait aussi toutes les informations susceptibles de bouleverser le régime. À la suite du malaise de Marie-Antoinette en décembre 1778, le ministre Amelot lui envoya le bulletin du jour et l'assura que cette correspondance continuerait jusqu'au rétablissement complet de la reine¹. À la différence du premier président au Parlement, le procureur général concentrait une telle densité d'informations parce qu'il était l'un des premiers garants de l'ordre public. C'est aussi pour cette raison qu'il était un proche collaborateur du chancelier et du secrétaire d'État de la Maison du roi. Il leur rendait compte de la bonne circulation de l'information.

Véritable courroie de transmission des événements monarchiques, le parlement de Paris confisquait l'authenticité du « faire savoir ». La démarche relevait bien sûr de cette volonté royale de diffuser l'information, et d'éviter tout scepticisme ou contestation à l'égard de la nouvelle. Bien qu'elle ne soit pas exclusive, seule son information transformait légalement le « faire savoir » en « faire mouvoir » les sujets, pendant que, sur la rive droite, un autre circuit de l'information s'activait entre Versailles et le Bureau de la Ville.

Des billets aux tabatières : l'information rétribuée de la Ville

À quelques jours des réjouissances, le chef de la municipalité était le centre d'une circulation d'informations très dense. Il répondait aux lettres du secrétaire d'État de la Maison du roi, du gouverneur de Paris ou du premier président au Parlement, et parfois même du contrôleur général des finances. Toutefois, seules les situations extraordinaires, à l'image de la convalescence royale en août et septembre 1744 faisaient de lui un point nodal entre tous ces correspondants². Plus ordinairement, le prévôt des marchands était prévenu, souvent au beau milieu de la nuit, par un courrier du ministre, comme ce fut le cas dans la nuit du 12 au 13 septembre 1751. À deux heures du matin, dans son hôtel de Rochechouart rue Saint-Avoye, le prévôt de Bernage reçut la lettre suivante du secrétaire d'État d'Argenson : « Madame la Dauphine vient, Monsieur, d'accoucher heureusement d'un Prince. Les citoyens de la Capitale du Royaume ne peuvent être instruits trop tôt d'un événement de cette importance et si conforme à leurs vœux, et le Bureau de la Ville à qui je vous prie d'en faire part s'empressera sans doute à donner les premiers exemples de la joie publique. »³ Parce que

1. BNF, Joly de Fleury, vol. 507, dossier 6461, f° 382-386.

2. AN, K 1007, f° 113 et 146, p. 12 r^o-v^o.

3. AN, K 1011¹, f° 33.

les manifestations de joie devaient être la première réponse à l'information, le prévôt des marchands était l'un des premiers informés et, surtout, le tout premier artisan de l'organisation matérielle des réjouissances publiques. Trente minutes plus tard, c'était un page du gouverneur de Paris qui lui apportait l'information de sa part¹.

Une fois personnellement informé, le prévôt des marchands devenait un homme de l'urgence. Les délais, particulièrement courts entre l'information et la date des réjouissances, nécessitaient de rassembler promptement le corps de ville pour l'informer et commencer les préparatifs². En effet, la rapidité des nouvelles devenait un enjeu politique dont le prévôt des marchands détenait l'un des rôles stratégiques. Pour la majorité du roi en février 1723, le prévôt des marchands Pierre-Antoine de Châteauneuf reçut, à onze heures du soir, deux lettres de Versailles pour faire tirer un feu d'artifice en place de Grève. Tout de suite, il écrivit une lettre, probablement destinée au greffier de la ville lequel, par des « exprès », devait prévenir au plus vite le Bureau et l'assembler avant l'audience quotidienne « pour régler toutes les choses qui suivent nécessairement un feu d'artifice »³. C'est donc l'urgence qui caractérisait la circulation des informations, et si, en 1723, le prévôt s'en inquiétait, d'autres réceptions montrent combien il était acteur de cette urgence. Ce fut par exemple le cas lors de la venue du dauphin en juin 1744. Le 27 juin, le duc de Châtillon écrivit au prévôt pour l'informer que Louis XV permettait à son fils d'assister au *Te Deum* à Notre-Dame pour la prise d'Ypres. Le dauphin devait également dîner à l'Hôtel de Ville puis assister au feu d'artifice⁴. Dès la réception de cette lettre, le prévôt se concerta avec le gouverneur pour obtenir les relations des précédentes réceptions du dauphin, puis donna tous les ordres pour adapter les préparatifs à cette réception⁵. Quelques heures plus tard, le comte de Saint-Florentin, secrétaire au département de la Maison du roi, lui fit part des mêmes informations que le duc de Châtillon⁶. À partir de ce moment-là, une longue série de lettres très courtes furent échangées entre les différents pôles du pouvoir. Le 28, le prévôt expliqua au gouverneur que sa présence serait absolument nécessaire au cérémonial⁷ ; le 29, il reçut un compte rendu du greffier résumant tous les précédents en pareil cas, et lui demanda des copies des extraits de registres⁸. Une fois les copies terminées, un garde de la Ville à cheval reçut l'ordre du prévôt de les porter aux ducs de Gesvres et de Châtillon. L'ordre était formel : il fallait

1. *Ibid.*, f° 35⁵.

2. AN, K 1018¹, f° 85 et f° 122.

3. AN, K 1004, f° 64.

4. AN, K 1007, f° 34.

5. *Ibid.*, f° 90.

6. *Ibid.*, f° 35.

7. *Ibid.*, f° 36.

8. *Ibid.*, f° 38.